



Défaire les liens

*entre la pauvreté et la violence
faite aux femmes*

Un guide de ressources



Agence de la santé
publique du Canada

Public Health
Agency of Canada

Canada 

Promouvoir et protéger la santé des Canadiens et Canadiennes grâce au leadership, aux partenariats, à l'innovation et aux interventions en matière de santé publique.

— Agence de la santé publique du Canada

Le présent Guide de ressources est dédié à toutes les femmes qui trouvent le courage de changer.

Chercheurs et auteurs : Jane Gurr, Michelle Pajot, David Nobbs, Louise Mailloux et Diane Archambault

Également en anglais sous le titre : *Breaking the Links between Poverty and Violence against Women: A Resource Guide.*

Il est interdit de reproduire ce document à des fins commerciales, mais sa reproduction à d'autres fins est encouragée, à condition que la source soit citée.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Centre national d'information sur la violence dans la famille de l'Agence de la santé publique du Canada.

Citation recommandée :

Canada. Centre national d'information sur la violence dans la famille. *Défaire les liens entre la pauvreté et la violence faite aux femmes.* Préparé par Jane Gurr, Michelle Pajot, David Nobbs, Louise Mailloux et Diane Archambault. Ottawa, Agence de la santé publique du Canada, 2008.

Cette publication est disponible auprès du :
Centre national d'information sur la violence dans la famille
Unité de prévention de la violence familiale
Agence de la santé publique du Canada
(Indice de l'adresse : 1909D)
9^e étage, Immeuble Jeanne-Mance, Pré Tunney
200, promenade Églantine
Ottawa (Ontario) K1A 0K9

Téléphone : 1 800 267 1291 ou 613 957 2938
Télécopieur : 613 941 8930
ATS : 1 800 561 5643 ou 613 952 6396
Site Web : <http://www.phac-aspc.gc.ca/nv-cn>
Courriel : nfv-cnivf@phac-aspc.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2008

Catalogue No. HP20-14/2008F-PDF ISBN: 978-1-100-91906-5





Défaire les liens

entre la pauvreté et la violence

faite aux femmes

Un guide de ressources



TABLE des MATIÈRES

INTRODUCTION	1
LA RÉALITÉ DE LA PAUVRETÉ ET DE LA VIOLENCE	2
TRAVAILLER AUPRÈS DES FEMMES VIVANT DANS LA PAUVRETÉ SUR DES QUESTIONS LIÉES À LA VIOLENCE	7
STRATÉGIES ET INITIATIVES	7
■ Introduction	7
■ Un programme d'Extension	7
■ Projets et programmes innovateurs pour les femmes à faible revenu	10
■ Services directs	13
■ Entraide	15
APPROCHES	18
■ Introduction	18
■ Une approche féministe	18
■ Une approche axée sur le développement social	20
■ Le développement communautaire du point de vue autochtone	22
■ Principes inuits relatifs au ressourcement et à la coopération	23
CONCLUSION	24
FEUILLETS DE RENSEIGNEMENTS	25
RÉFÉRENCES	30
RESSOURCES RECOMMANDÉES	33
CONTACTS : ORGANISMES	37



INTRODUCTION

Malheureusement, des milliers de Canadiennes sont aux prises avec la pauvreté et la violence chaque jour. La violence faite aux femmes ne connaît aucune limite géographique ou culturelle, peu importe le niveau de revenu. Toutefois, pour plusieurs femmes, la pauvreté ajoute une autre dimension à leur douleur et à leurs souffrances résultant d'actes violents dont elles sont victimes. La pauvreté limite les choix et l'accès aux moyens de se protéger et d'échapper à la violence. Cela veut aussi dire qu'il y a plus d'entraves à l'utilisation des services et des programmes qui pourraient aider.

Le présent guide a pour but d'appuyer les efforts des groupes de femmes, des organismes communautaires et des organismes de service pour aider les femmes à faible revenu à se prendre en main et à composer avec la pauvreté et la violence dans leur vie. Un deuxième objectif consiste à inspirer des groupes communautaires à agir à l'égard des questions de pauvreté et de violence en fournissant des exemples pratiques de ce que d'autres font.

Même si d'autres ressources se sont partiellement penchées sur les besoins des femmes à faible revenu, le présent document porte sur les liens entre la pauvreté et la violence et sur ce que cela signifie pour les femmes et les groupes qui tentent d'aider les femmes. La violence garde les femmes dans des conditions de pauvreté, et la pauvreté ou la peur de la pauvreté garde les femmes emprisonnées dans des situations de violence.

Défaire les liens entre la pauvreté et la violence faite aux femmes explore les stratégies et les initiatives utilisées par les groupes dont les interventions visent à aider les femmes dans la lutte contre la violence et la pauvreté. Il souligne des façons d'adapter des services et des programmes en vue de répondre aux besoins des femmes à faible revenu. Il comprend aussi des feuillets de renseignements sur la pauvreté et la violence qui peuvent être utilisés comme outil éducatif. Enfin, il comprend une liste de ressources recommandées, avec l'information sur la façon de se les procurer, si vous désirez étudier ces questions davantage.

Les auteurs ont tenté de veiller à ce que le guide tienne compte de la diversité des expériences des Canadiennes relativement à la pauvreté et à la violence. Ils ont également voulu que ce guide souligne l'énergie et les ressources dont font preuve les femmes à faible revenu simplement pour survivre, apporter des changements dans leur vie et défier les inégalités qui les affectent. Les auteurs ont tiré des témoignages et de l'information de toute une gamme d'autres publications afin de faire ressortir les expériences des femmes autochtones, des femmes ayant une déficience, des immigrantes et des réfugiées, des femmes de couleur, des lesbiennes et des femmes hétérosexuelles, des femmes en milieu rural et dans des collectivités isolées et des femmes de divers âges.

Le guide *Défaire les liens entre la pauvreté et la violence faite aux femmes* a été préparé dans le but de partager les expériences et les meilleures pratiques des organismes qui se sont efforcés de comprendre les liens entre la pauvreté et la violence. Il vise à approfondir la compréhension de l'interaction entre la pauvreté et la violence et présente des moyens concrets qu'utilisent les organismes et les groupes pour aider les femmes. Ces efforts doivent être vus dans le contexte plus large d'efforts visant à s'attaquer à l'inégalité fondamentale des femmes dans la société canadienne.

Nous vous invitons à utiliser l'information présentée dans ce guide, à faire des copies des sections les plus utiles et des feuillets de renseignements, et à discuter des idées et des suggestions avec vos collègues et avec des militants et militantes.

La RÉALITÉ de la PAUVRETÉ et de la VIOLENCE

Lorsqu'on travaille auprès des femmes, il importe de comprendre davantage l'incidence de la violence et de la pauvreté dans leur vie et de quelle façon l'interaction entre ces deux éléments constitue des obstacles à leurs efforts ayant pour but d'améliorer leur sort et celui de leurs enfants.

Nous ne prétendons pas représenter les expériences de toutes les femmes. Nous ne prétendons pas non plus avoir saisi toutes les dimensions de la pauvreté et de la violence. Cependant, les auteurs ont présenté l'analyse et les points de vue saisis pour fournir un contexte dans lequel s'inscrivent les approches, les stratégies et les feuillets de renseignements qui suivent.

Vivre avec la pauvreté

Au Canada, il n'existe pas de définition officielle de la pauvreté; on continue d'en débattre. Dans le présent guide, on entend par «pauvreté» une situation où une personne ou un ménage n'a pas assez d'argent pour se nourrir, se vêtir et se loger convenablement. En plus de cette compréhension sur le plan économique, on peut ajouter que les militants en faveur de la politique sociale ont proposé une définition *relative* de la pauvreté selon laquelle être pauvre, c'est être tenu à l'écart de la société ainsi que des ressources, des possibilités et des sources de bien-être subjectif et objectif auxquelles d'autres Canadiens ont facilement accès (Conseil canadien de développement social, 2001, p. 2).

Bien que l'on débatte en permanence de la façon dont le Canada définit la pauvreté et recueille des données à son égard, comme le montrent les feuillets de renseignements dans le présent guide, la pauvreté est une réalité pour de nombreuses

Canadiennes. Malgré l'accroissement de leurs revenus par rapport à ceux des hommes, les femmes représentent la majorité des pauvres au Canada.

Le taux de pauvreté chez les hommes et les femmes a quelque peu diminué depuis la récession du début des années 1990 (les statistiques pour la présente section sont tirées d'une source secondaire : Institut canadien de recherches sur les femmes, 2005). Néanmoins, en 2004, 2,4 millions de Canadiennes (soit une sur sept) vivaient dans la pauvreté comparativement à 1,9 million d'hommes. Au fur et à mesure où les gouvernements à l'échelle du pays cessent de financer des services sociaux et d'autres programmes, nous voyons cette pauvreté prendre de l'ampleur.

Parmi les Canadiennes qui vivent dans la pauvreté, les femmes monoparentales sont particulièrement vulnérables : 51,6 % des familles monoparentales dirigées par une femme sont pauvres. De plus, les femmes âgées, les femmes ayant une déficience, les femmes autochtones, les immigrantes et les femmes de minorités visibles sont sur-représentées (pour des renseignements plus détaillés sur ces groupes de femmes, voir les feuillets de renseignements). Ces femmes sont également aux prises avec des obstacles additionnels – elles sont souvent victimes de discrimination entre les sexes et de racisme, et dans le cas de

celles ayant une déficience, d'un manque de respect et de compréhension à l'égard de leurs capacités physiques et mentales.

Le manque de logements abordables et sécuritaires représente un problème important pour les femmes à faible revenu et leurs enfants, ce qui, en milieu rural et urbain, peut signifier vivre dans un logement insalubre. On force bon nombre de femmes et leurs enfants à vivre dans un logement qu'elles peuvent se permettre de payer, ce qui signifie souvent des

*Se débrouiller avec très
peu d'argent c'est comme
travailler sept jours sur
sept, sans vacances
ni répit.
La pauvreté use
le corps et l'âme.*

Source : Institut canadien de
recherches sur les femmes
(2005), p. 4.



*Si on n'a pas assez d'argent,
comment peut-on voir à la santé
des enfants, comme les soins
dentaires, et ensuite on veut qu'ils
fassent partie de la société.
S'ils ne semblent pas faire partie
de la société, alors personne
ne les accepte.*

Source : Institut canadien de recherches sur
les femmes (2005), p. 3.

appartements en piètre état dont les propriétaires sont malhonnêtes et abusifs et dans des secteurs où le taux de criminalité est élevé. Dans leur recherche d'un logement adéquat, les femmes aux prises avec les obstacles additionnels que sont la déficience, le racisme et la discrimination en vertu de l'âge ou du statut d'immigrant, sont souvent victimes de préjudices.

Chez les femmes à faible revenu, la lutte constante pour joindre les deux bouts est très stressante, les épuise sur le plan émotif, mine leur confiance en soi et fait en sorte qu'il est plus difficile d'être en santé et de fournir un milieu positif pour les enfants. Au Canada, on reconnaît la pauvreté comme étant un facteur clé pour ce qui est de déterminer la santé physique et mentale. Les personnes à faible revenu ont tendance à vivre moins longtemps et à avoir plus de problèmes de santé (Phipps, 2003, p. 1).

Les femmes vivant dans la pauvreté doivent relever de multiples défis. Ces défis comprennent avoir recours au système d'aide sociale, trouver et conserver un emploi, trouver du logement adéquat et des services de garde d'enfants et composer avec les stigmates et les regards froids associés au fait d'être pauvre. Plusieurs sont prises dans un cycle qui semble sans espoir où les coûts physi-

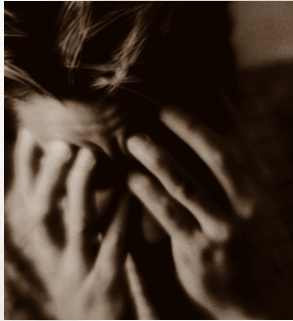
ques et émotifs de la pauvreté font qu'il leur est difficile de répondre aux défis existants et de faire des changements dans leur vie.

Vivre avec la violence

Le présent guide reconnaît les nombreuses formes de violence qui touchent les femmes, y compris les agressions physiques et sexuelles, l'abus psychologique et émotif, la négligence, l'abus verbal, le harcèlement sexuel et l'exploitation financière. Chaque année, de nombreuses Canadiennes continuent de vivre des situations de violence et sont victimes de mauvais traitements, et ce, malgré notre sensibilisation à

l'égard de la violence et les programmes concertés pour la prévenir. Selon l'Enquête sociale générale (2004) de Statistique Canada, 653 000 femmes (ou 7 %) ont signalé avoir été victimes d'agression physique ou sexuelle de la part de leur partenaire au cours des cinq années antérieures (Canada, Statistique Canada, 2006a, p. 17). Durant cette même période, 18 % des femmes ont dit avoir été victimes d'abus émotif ou d'exploitation financière (Canada, Statistique Canada, 2007, p. 18).

Les femmes autochtones et les jeunes femmes constituent des groupes à risque particulièrement élevé en ce qui concerne la violence. Les taux de violence contre les femmes autochtones sont plus de trois fois plus élevés que dans le cas des femmes non autochtones, taux qui ont d'ailleurs augmenté au cours des cinq dernières années (Canada, Statistique Canada, 2006a, p. 65). Les taux de violence sont les plus élevés chez les jeunes femmes. Par exemple, celles de moins de 25 ans montrent les taux les plus élevés d'agression sexuelle et de harcèlement criminel (p. 36).



Les personnes aux prises avec la violence familiale courent un risque accru de souffrir de troubles mentaux. En outre, leur état de santé en général et leur bien-être risquent tôt ou tard d'en pâtir. Ces personnes peuvent être victimes de blessures, de mutilations ou de négligence et adopter des stratégies d'adaptation qui favorisent la survenue ou l'aggravation de troubles médicaux.

Source : Canada, Centre national d'information sur la violence dans la famille, 2003, p. 4.

La violence a des effets dévastateurs à court et à long terme sur le bien-être physique et psychologique des femmes et de leurs enfants. Sur le plan de la santé, les conséquences de la violence à l'égard de la partenaire comprennent, entre autres, les blessures, l'infertilité, la dépression et l'anxiété (Organisation mondiale de la santé, 2002, p. 101). Les femmes victimes de violence peuvent souffrir de traumatismes physiques et psychologiques importants, ce qui fait qu'il est beaucoup plus difficile de relever les défis quotidiens de la vie – s'occuper des enfants, conserver un emploi, poursuivre des études et acquérir des compétences.

En plus des préoccupations communes à toutes les femmes maltraitées (comme celles relatives à la santé physique, à la sécurité et à la sûreté), les femmes autochtones, les femmes ayant une déficience, les immigrantes et les femmes appartenant à des minorités visibles sont aux prises avec des barrières systémiques qui compliquent davantage leur situation, car elles doivent composer avec des problèmes de stéréotypes, de discrimination raciale, d'isolement social, d'accès aux services et de marginalisation (Conseil canadien de développement social, 2001, p. 36).

Les femmes aux prises avec la pauvreté vivent aussi isolées, se sentent impuissantes et doivent relever de nombreux défis pour maintenir une bonne santé. La similarité des incidences qu'ont la violence et la pauvreté sur les femmes a amené certaines personnes à conclure que le fait de vivre dans la pauvreté est une forme de mauvais traitement social.

Vivre avec la pauvreté et la violence

La pauvreté et la violence font une sorte de danse toxique dans la vie des femmes. La pauvreté marginalise les femmes, augmentant le risque qu'elles soient victimes de violence, tandis que la violence les isole, car les effets mentaux et physiques réduisent leur sentiment de bien-être, limitant les possibilités.

Les effets conjugués de la pauvreté et de la violence créent une barrière énorme par rapport à l'égalité des femmes, à leur bien-être et à leur participation à part entière dans la société. La pauvreté et la violence reflètent les relations de pouvoir inégales, ce qui se traduit par une discrimination systémique contre les femmes. Cette discrimination systémique veut dire que les femmes ont moins de chance de trouver des emplois bien rémunérés et de subvenir adéquatement à leurs besoins en matière de logement, d'éducation, de soins pour les enfants et de services de santé.

Ces effets sont les plus marqués lorsque les taux de violence et de pauvreté sont les plus élevés, par exemple chez les collectivités autochtones. Dans certaines de ces collectivités, particulièrement celles sur réserve, les femmes qui ont été victimes d'agression disent avoir peu accès à de l'information et à des ressources pertinentes (Canada, Centre national d'information sur la violence dans la famille, 2008, p. 18). En général, il manque souvent de ressources et plus particulièrement de services d'inter-

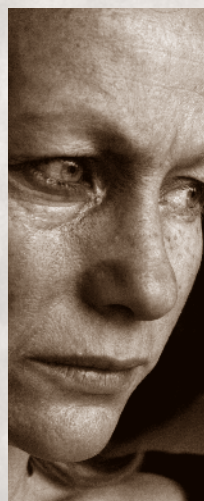
vention et de prévention en matière de violence familiale, et il y a peu d'Autochtones formés pour donner un soutien (p. 28).

Les expériences des femmes d'autres collectivités montrent qu'il existe un lien entre la dépendance économique et la violence. Par exemple, les femmes en milieu rural qui ont un faible revenu trouvent qu'il est difficile de quitter une relation abusive ou d'avoir accès à des services de counselling. Les services peuvent être offerts à grande distance; les appels interurbains peuvent être trop chers pour leurs moyens. Elles n'ont peut-être pas d'automobile et habitent peut-être un secteur où il n'y a pas de transport public. Le fait de se fier à des voisins pourrait compromettre leur vie privée et il pourrait y avoir un manque de confidentialité dans leur collectivité.

Loin du soutien de la famille élargie, les immigrantes et les réfugiées sont souvent fortement dépendantes de leurs époux sur le plan financier, ainsi qu'en ce qui concerne leur statut officiel au Canada. C'est pourquoi ces femmes se retrouvent aux prises avec des défis additionnels lorsqu'elles envisagent de quitter une relation abusive. Le fait qu'elles ne connaissent pas bien les lois et les services sociaux

canadiens et/ou l'anglais peut accentuer la marginalisation. Les immigrantes peuvent également avoir de la difficulté à trouver un emploi parce que souvent, on ne reconnaît pas leurs titres de compétences et leur expérience.

Souvent, l'appui financier de la famille est la seule chose qui sépare une femme ayant une déficience de la pauvreté (aux dépens du bien-être social ou aux dépens du salaire minimum), mais cet appui est dégradant. Il peut même s'avérer dangereux pour une femme, particulièrement une femme ayant une déficience, de rester dans sa famille, puisque l'agression physique, l'inceste et d'autres formes de mauvais traitements sont endémiques et ne sont pas reconnus par les services de soutien (Meister, 1990, p 42). De plus, de nombreux services de soutien ne sont pas accessibles.



Je ne voulais pas en parler parce que je ne savais pas ce qu'ils diraient à la police, et la police me renverrait dans mon pays. Je suis retournée avec lui. Je n'avais pas d'ami, pas de revenu, pas de permis de travail, pas de logement ni d'aide sociale, puis j'étais enceinte. C'est lui qui me nourrit, qui va s'occuper de mes documents.

Source : Mosher (2004), p. 73.

J'aurais été par moi-même, mais je devais vraiment trouver un homme avec qui vivre, un homme qui prendrait soin de moi. C'est ce que je devais faire. Je me suis donc dite que j'avais fait le bon choix, ce qui n'était évidemment pas le cas, mais à ce moment, c'était le meilleur choix possible.

Source : Mosher (2004), p. 19.



Notre défi : mettre fin à la pauvreté et à la violence

Les femmes ne sont pas individuellement responsables de la pauvreté ou de la violence qu'elles subissent. La pauvreté et la violence existent à cause des inégalités dans notre société. Nous avons donc une responsabilité collective de mettre fin à la pauvreté et à la violence faite aux femmes, objectifs que l'on n'atteindra pas du jour au lendemain.

La violence faite aux femmes est coûteuse non seulement pour les victimes, mais pour l'ensemble de la société, et ces coûts continuent d'augmenter. Selon une étude de 1995 portant sur tous les types de violence faite aux femmes, la plus récente de son genre, leurs coûts médicaux directs s'élèvent à 1,1 milliard de dollars (Canada, Centre national d'information sur la violence dans la famille, 2002, p. 7). Par ailleurs, les coupures dans les services sociaux et les défis dans les secteurs de la santé et de l'éducation augmentent la marginalisation des familles vivant sous le seuil de la pauvreté. De plus en plus, les femmes à faible revenu parlent du fait que les situations avec lesquelles elles composent deviennent plus complexes (MacQuarrie, 2004, p. ii-iii).

D'ici, où allons-nous?

En tant que société, nous devons continuer de travailler pour établir des conditions sociales pour appuyer les femmes afin qu'elles puissent quitter de façon permanente une situation violente, ce qui comprendrait des prestations d'aide sociale adéquates ainsi que l'accès à un logement abordable et sécuritaire, à des services de garde d'enfants et à un emploi qui paie un salaire suffisant (Mosher, 2004, p. v).

Bien que cela puisse sembler un travail colossal, il y a de nombreux exemples, d'un bout à l'autre du pays, de groupes de femmes qui ont essayé de lutter contre les multiples effets de la pauvreté des femmes et de la violence à leur égard et qui ont conçu des programmes et des stratégies qui peuvent aider. On trouvera des exemples de ces initiatives à la section Stratégies et initiatives du présent guide. Ensuite, dans une autre section, on examine des approches d'intervention conçues pour des femmes qui connaissent la violence.



L'indépendance économique va mettre les femmes à l'abri des mauvais traitements. La femme qui a l'argent nécessaire à sa survie et à celle de son enfant a le pouvoir de décider de sa vie, de mieux vivre et de vivre en plus grande sécurité.

Source: Mosher (2004), p.25



TRAVAILLER avec des FEMMES VIVANT dans la PAUVRETÉ sur des QUESTIONS LIÉES à la VIOLENCE

STRATÉGIES et INITIATIVES

■ Introduction

De plus en plus, les femmes qui ont connu la violence ont des besoins liés à l'absence d'un revenu adéquat (Canada, Statistique Canada, 2006a, p. 40). Il est de plus en plus apparent que les femmes ne peuvent pas commencer le processus de guérison, à moins de pouvoir d'abord mettre de la nourriture sur la table et obtenir du logement et des vêtements pour leurs enfants. Il faut donc consacrer du temps et de l'énergie à aider les femmes à trouver des logements sécuritaires et abordables, des services juridiques accessibles et des moyens de composer avec les problèmes de transport, et à obtenir les prestations familiales et les autres services auxquels elles ont droit.

En raison des nombreux efforts déployés pour répondre aux nombreux besoins des victimes de violence à faible revenu, les organismes reconnaissent la valeur ajoutée d'une approche concertée. Plusieurs collectivités ont créé des mécanismes de coordination parmi les organismes dans le but de résoudre les questions de violence et de pauvreté. Les membres de ces groupes et de ces coalitions ont établi des protocoles, mis en œuvre des modifications aux politiques au sein de leurs organismes, offert de la formation et établi de nouveaux programmes pour améliorer l'accès des femmes à ces services. Ils ont aussi tenté d'assurer que leurs initiatives tiennent compte de la réalité et des besoins de diverses collectivités.

Les organismes de femmes se sont également joints à des coalitions pour défendre les familles monoparentales à faible revenu et les femmes maltraitées, et se sont mobilisés pour inciter les gouvernements à agir. Parfois, ces initiatives d'action sociale jouissent d'une très grande visibilité. Par exemple, la marche du pain et des roses de Montréal à Québec

au printemps 1995, dans le cadre de laquelle on a présenté des demandes au gouvernement du Québec liées à la justice économique, a beaucoup retenu l'attention.

On trouvera ci-dessous des exemples de stratégies et d'initiatives qui font une différence, surtout parce qu'elles sont conçues par des femmes à faible revenu ou par des groupes qui ont pris le temps de comprendre la réalité de la pauvreté et de la violence. Nous vous invitons à communiquer avec l'organisme indiqué pour obtenir plus de renseignements (voir la liste détaillée dans la section Contacts : organismes).

La participation a quadruplé depuis l'aménagement dans les nouveaux locaux.

■ Un programme d'extension

Un programme d'extension des services pour atteindre les usagères potentielles d'un service, ou pour les attirer vers un centre ou un programme, constitue une étape importante dans l'amélioration de l'accès aux programmes et aux services. Pour les femmes à faible revenu, il peut être difficile de parcourir un long trajet pour trouver un service. De plus, elles peuvent être moins à l'aise à l'extérieur de leur quartier. Des organismes travaillent actuellement à surmonter ces obstacles.



Éliminer les barrières aux services

Voici des façons de rendre les programmes et les services plus accessibles aux femmes à faible revenu :

- situez votre bureau dans le quartier où vivent ces femmes;
- offrez des services de counselling à des endroits où elles passent du temps;
- annoncez les groupes de soutien à différents endroits dans le quartier;

rendez vos services accessibles à des femmes ayant une déficience, situez votre bureau dans un édifice donnant accès aux fauteuils roulants; utilisez de gros caractères pour annoncer vos services; obtenez un téléimprimeur; pour les programmes d'extension de services, frappez aux portes pour joindre les femmes chez elles; et, enfin, embauchez des femmes ayant une déficience pour travailler au sein de votre organisme.

Les femmes ayant une déficience ont dû faire beaucoup de sensibilisation au sujet des nombreux obstacles qu'elles doivent surmonter pour utiliser les services reliés à la violence..

Améliorer les services aux femmes ayant une déficience

Les femmes ayant une déficience continuent de faire de la sensibilisation au sujet des nombreux obstacles qu'elles doivent surmonter pour utiliser les services liés à la violence et aux mauvais traitements. Alors qu'elle écoutait la présentation d'une personne qui défend les intérêts de

ces femmes, la directrice exécutive de Harmony House, une maison d'hébergement à Ottawa, s'est demandée si la maison était accessible aux femmes ayant une déficience. Elle ne l'était pas. Cette constatation a mené à une initiative comportant plusieurs éléments qui visent tous à fournir de meilleurs services et un meilleur accès à des services destinés aux femmes de la collectivité ayant une déficience.

Pour orienter le projet, on a mis sur pied un groupe d'intervention réunissant des membres de divers organismes, y compris des femmes ayant une déficience qui ont survécu à des mauvais traitements. Ce groupe a conçu et mis en œuvre un sondage portant sur les dimensions physiques et comportementales de l'accès. Le sondage s'est traduit par des améliorations concrètes réalisées par les organismes qui travaillent auprès des femmes. Le groupe d'intervention a appuyé de nombreuses maisons d'hébergement de la région pour qu'elles améliorent leur accessibilité physique. On a également offert de la formation au personnel sur les besoins des femmes ayant une déficience.

Un peu comme l'a fait la Harmony House, le Réseau d'action des femmes handicapées du Canada (RAFH), un organisme national de femmes ayant divers handicaps, a lancé en 2007 le Sondage national sur l'accessibilité et les mesures d'accommodement (SNAA) à l'intention des maisons d'hébergement au Canada. Ce sondage permet à chaque maison d'hébergement d'effectuer la vérification



de ces installations et fournit à leurs administrateurs et à leurs gestionnaires des renseignements et des ressources pour apporter des améliorations et établir des objectifs visant une accessibilité à 100 %. RAFH Canada utilisera les résultats du sondage pour fournir des trousseaux d'outils en ligne et imprimés aux maisons d'hébergement et élaborer d'autres ressources afin d'accroître l'accessibilité. La formation et le perfectionnement continus des employés des maisons d'hébergement et des programmes d'extension sont une autre partie importante de cette initiative continue.

Contacts : Harmony House et RAFH Canada

Joindre les femmes dans leur collectivité

Au cours des dernières années, le Bay St. George Status of Women Council est de plus en plus conscient que les femmes à faible revenu de sa région n'accèdent pas aux programmes et aux services à leur disposition. La pauvreté et la violence peuvent mener à l'isolement social, et il semble que de nombreuses femmes ne savent pas comment obtenir de l'aide et où se rendre pour en obtenir. De plus, bon nombre trouvent qu'il est difficile de s'y retrouver dans les méandres des exigences souvent complexes de certains programmes et services.

En 2008, en réponse à cette situation, le Council a lancé un projet intitulé « Women's Access to Community Resources for Social Inclusion » pour établir le répertoire des programmes et services pour les femmes à faible revenu, répertoire qui sera mis à leur disposition lors d'ateliers. Le projet est appuyé par des personnes-ressources ou des « champions » dans chaque collectivité. Les champions sont des bénévoles de Bay St. George, de Port aux Basques et de Cornerbrook à qui l'on confie le soin d'appuyer d'autres femmes dans leur région. Le projet ne vise pas seulement à fournir un répertoire superficiel, mais également à recueillir des renseignements détaillés sur la façon dont les femmes peuvent accéder à ces programmes et services.

Contact : Bay St. George Status of Women Council

Répondre aux besoins immédiats

Lachute (Québec) compte environ 12 000 habitants. Le taux de chômage y est très élevé en raison de la fermeture d'usines au cours des dernières années, et la violence et la pauvreté font partie de la vie de nombreuses femmes. Le Carrefour des femmes du Grand Lachute est un centre de femmes qui se penche sur ces questions depuis son ouverture en juillet 1983. Pour appuyer les femmes à faible revenu afin qu'elles se sentent plus à l'aise, Le Carrefour a déménagé dans un complexe d'habitations à loyer modique il y a de cela plusieurs années. La participation a quadruplé depuis le déménagement.

Dans ses efforts pour lutter contre la pauvreté et la violence, la priorité du Carrefour est de répondre aux besoins les plus urgents de femmes. Souvent, cela comprend aider les femmes à nourrir leur famille; le Carrefour offre les services d'une banque alimentaire et un programme offrant aux femmes enceintes des œufs, du lait et des oranges. La banque alimentaire est gérée par les clientes, et contrairement à bien d'autres banques, les clientes n'ont pas à justifier leur besoin d'utiliser ce service ou de prouver qu'elles ont un faible revenu.

Le Carrefour a également mis en place un programme d'échange de vêtements et d'articles ménagers ainsi qu'une garderie pour les enfants de 6 ans et moins, ouverte quatre jours par semaine et coûte 0,50 \$ l'heure. On offre également des services de garde de relève aux mères qui ont besoin d'un répit et qui ne veulent pas dépendre des organismes gouvernementaux pour la garde de leurs enfants (encore une fois, le coût est minime, soit 5 \$ par famille). De plus, le personnel du Carrefour montre aux femmes comment établir un budget.

Pour les femmes qui, en plus, sont victimes de violence, le Carrefour offre un éventail de programmes et d'activités pour les aider à développer une estime de soi ainsi qu'à devenir plus indépendantes et contrôler davantage leur vie.

Contact : Carrefour des femmes du Grand Lachute

■ Projets et programmes innovateurs pour les femmes à faible revenu

Partout au Canada, il y a de nombreux projets et programmes innovateurs conçus pour répondre aux besoins particuliers des survivantes de la violence qui éprouvent des difficultés financières et qui veulent briser le cycle de la violence et de la pauvreté. Ces projets vont d'aider les femmes à trouver un lieu de résidence sécuritaire, à les aider à accroître leurs chances de trouver un emploi et à devenir indépendante. En voici quelques exemples :

Dans plusieurs endroits au pays, il y a une pénurie critique de logements abordables pour les femmes qui fuient des relations abusives.

Répondre aux besoins des femmes en matière de logement

Dans plusieurs endroits au pays, il y a une pénurie critique de logements abordables pour les femmes qui fuient des relations abusives, et ce, malgré le fait que les femmes maltraitées et leurs familles ont la priorité en matière de logement subventionné. À Ottawa, un groupe de personnes actives dans la collectivité qui travaillent avec les femmes maltraitées voulait améliorer l'accès des femmes au logement subventionné.

Le groupe a amorcé le dialogue entre les fournisseurs de services travaillant auprès des femmes victimes de violence et les organisations de logement subventionné. Cette collaboration a mené à l'adoption, en 2006, d'un protocole pour aider les femmes à avoir davantage accès au logement subventionné et à améliorer les communications entre les deux réseaux. On a tenu des ateliers mixtes pour aider les fournisseurs de logement subventionné à mieux comprendre la situation des femmes maltraitées et les fournisseurs de services à en savoir un peu plus au sujet des règlements régissant le logement subventionné. Les employés de la

maison de transition participent activement pour aider les femmes à trouver des logements abordables, et le protocole a permis d'éliminer certaines barrières.

Contact : Maison d'Amitié

Accroître la sécurité des femmes au domicile

Grâce au témoignage de survivantes de la violence, quelques coopératives de logement à travers le Canada se sont déclarées des zones « sans violence familiale » et ont adopté des règlements qui leur permettent d'expulser les résidents accusés de violence familiale. Cette initiative est un exemple concret de mesures prises pour assurer la sécurité des femmes dans leur domicile en imposant à l'agresseur le fardeau de déménager. Les femmes qui ne sont plus en mesure de payer le loyer à la suite de l'expulsion de leur partenaire agresseur peuvent également obtenir des subventions locatives.

Contact : Fédération de l'habitation coopérative du Canada

Améliorer les possibilités d'emploi augmente de beaucoup l'autonomie de ces femmes et influe grandement sur leur possibilité de changer ou de quitter une situation de mauvais traitements.

Aider les femmes en maison de transition en offrant des logements avec services de soutien

La PEI Transition House Association a été créée en 1980. Elle offre des services aux femmes de la province et à leurs enfants qui ont été victimes de mauvais traitements. L'association comprend la Anderson House, une maison d'hébergement d'urgence de Charlottetown, ainsi que des travailleurs de services d'approche qui aident les femmes de plus petites collectivités (Montague, Summerside, O'Leary et la région de Queen's) qui connaissent la violence et qui ont choisi de ne pas quitter leur collectivité.

Reconnaissant le fait que les femmes qui doivent quitter la maison d'hébergement peuvent toujours être à risque en ce qui a trait à la violence, l'association a commencé à offrir des logements transitoires aux femmes (et à leurs enfants) qui souhaitent faire des changements dans leur vie après leur passage à la Anderson House. Les appartements de la Anderson House sont des unités indépendantes très sécuritaires avec des services de soutien sur place. Les femmes peuvent y rester jusqu'à une année, ce qui leur permet de réfléchir à un avenir sans crainte et de le planifier.

Contact : PEI Transition House Association

Améliorer les possibilités d'emploi des femmes

La Bridges for Women Society est un organisme sans but lucratif de Victoria qui aide les femmes à faible revenu ayant survécu à de mauvais traitements à développer les compétences nécessaires pour obtenir un emploi rémunéré et leur indépendance.

Depuis 1988, l'organisme offre des cours pour aider les femmes à surmonter les obstacles à l'emploi liés au rétablissement à un traumatisme. Les cours portent sur des compétences personnelles, telles que des techniques de communication, d'affirmation de soi et de résolution de conflits, des compétences liées à l'employabilité, comme la formation en informatique et la préparation de curriculum vitæ, le perfectionnement d'autres compétences et des compétences de rapprochement telles que la rédaction, la collecte de renseignements sur le lieu de travail et l'établissement de la liste des soutiens communautaires.

La Bridges for Women Society reconnaît que les femmes à faible revenu qui ont été victimes d'agression doivent relever des défis particuliers. Le traumatisme lié au fait d'avoir été victime d'agression peut avoir une multitude d'effets physiques et psychologiques qui ont une incidence sur leur employabilité.

Par exemple, les femmes qui ont été maltraitées peuvent souffrir d'anxiété et de dépression, avoir de la difficulté

à se concentrer ou à être disciplinées et être méfiantes ou distraites. Elles peuvent prendre plus de temps que d'autres femmes pour terminer des programmes de formation à l'emploi. Elles peuvent devoir déployer plus d'efforts pour améliorer leur confiance en elles-mêmes et se préoccuper davantage de leur sécurité. L'objectif global des cours de la Bridges for Women Society est d'aider les femmes à briser le cycle de la violence et acquérir les compétences nécessaires pour passer de la dépendance et de la réactivité, à l'indépendance et à l'autodétermination.



Je savais que si je devenais en bonne santé sur le plan affectif, je pourrais le transmettre à mes enfants. J'en ai appris davantage sur la communication, les relations saines, la façon de m'affirmer d'une manière respectueuse, la résolution de conflits et l'importance de l'autonomie en matière de santé. J'ai également appris que j'avais un trésor de forces et de compétences et la façon de les utiliser dans ma vie personnelle et professionnelle.

Une « diplômée » de la Bridges for Women Society

Pour les femmes qui vivent à l'extérieur de Victoria et qui peuvent ne pas avoir accès à des programmes similaires, la Bridges for Women Society offre un programme en ligne. En travaillant à partir de points d'accès informatiques un peu partout dans la région, de bibliothèques et d'organismes de soutien aux femmes, les femmes peuvent suivre des cours en ligne.

Contact : Bridges for Women Society

L'incidence de la pauvreté sur l'employabilité

Souvent, les femmes à faible revenu qui ont été mal-traitées vivent dans la pauvreté, soit elles touchent une aide au revenu ou ont un emploi mal rémunéré. Les conséquences de vivre dans la pauvreté se manifestent souvent par des problèmes affectifs et de santé physique.

Quelle est l'incidence de la pauvreté sur l'employabilité?

- l'incapacité de payer pour obtenir des soins aux enfants adéquats;
- le coût élevé des soins pour les enfants fait qu'il est difficile pour les femmes de payer la nourriture, les vêtements et les autres nécessités;
- la pauvreté peut influencer le retour à un emploi sous-payé ou à une activité à risque élevé;
- une mauvaise nutrition peut mener à une incapacité de se concentrer et à une faiblesse physique;
- les crises et les ennuis financiers ont une incidence sur la capacité d'être présent au travail ou d'être efficace.

Bridges for Women Society, (2007), p. 35.

Habiliter les femmes à changer non seulement leur vie, mais aussi à modifier les conditions qui les affectent, est une stratégie à long terme de grande importance lorsqu'il s'agit de mettre fin à la violence faite aux femmes.

Répondre aux besoins pratiques des femmes

La Victoria Women In Need Community Cooperative (WIN) est une coopérative sociale sans but lucratif qui exploite des magasins de revente à Victoria (Colombie-Britannique) et qui fournit de façon autonome des programmes aux femmes en transition vers l'autosuffisance.

La coopérative a comme mission de permettre aux femmes (et à leur famille) d'être autosuffisantes, employées, inspirées, préoccupées par les questions sociales et environnementales et concernant leur collectivité. WIN travaille directement avec les maisons de transition de la région de Victoria et les maisons d'hébergement de deuxième étape, ainsi qu'avec de nombreux organismes communautaires qui appuient l'autosuffisance des femmes.

Les programmes de WIN comprennent :

- Le programme Gift Certificate fournit aux femmes et à leurs enfants des vêtements et d'autres articles essentiels lorsqu'elles entrent dans une maison de transition.
- Lorsqu'elles quittent la maison de transition, le programme New Start leur fournit tous les articles ménagers et fournitures nécessaires pour démarrer dans leur nouvelle résidence. À ce jour, plus de 1 600 femmes ont reçu l'aide de ce programme.
- Le programme Community Gifts in Kind fournit des articles essentiels aux organismes pour les appuyer dans l'exécution de programmes pour leurs clients. Les membres individuels de la collectivité peuvent également avoir accès à ce programme en venant sur place.
- Les magasins de revente sont une source de produits d'occasion abordables de grande qualité pour la collectivité et créent de l'emploi et des occasions de bénévolat. WIN se préoccupe également de l'environnement en séparant du flux de déchets destinés au site d'enfouissement 92 % du millier de tonnes de marchandises qu'on leur donne chaque année.

Contact : Victoria Women In Need Community Cooperative

Même si ce n'est pas toujours facile, il importe de reconnaître et de stimuler continuellement la relation traditionnelle entre le client et le fournisseur de services et de la transformer en une expérience mutuelle d'apprentissage.



Lorsque je suis arrivée au refuge, je n'avais absolument rien. Il nous avait laissé des dettes. Je n'avais pas de lit pour les enfants, ni de chaudrons ou de serviettes. Comment allais-je m'y prendre pour fonder un foyer?

Source : Mosher (2004), p. 68.

■ Services directs

De nombreux organismes qui offrent des services aux femmes qui vivent dans la pauvreté et qui sont victimes de violence, commencent par reconnaître les forces de ces dernières et adoptent une approche de renforcement des avoirs pour les appuyer. Ces organismes élaborent des programmes qui améliorent l'estime de soi de ces femmes et leur sentiment de sécurité. Ces programmes traitent également des barrières/obstacles et des problèmes pratiques, sans oublier d'aborder leurs besoins multiples. Au fur et à mesure où s'accroît la complexité des défis que



les femmes doivent relever, les organismes se tournent vers une formule de développement communautaire qui aborde les différentes dimensions de la vie des femmes – personnelle, physique, humaine, sociale et financière.

Défense des intérêts locaux et approche non directive au counselling

Les femmes qui vivent dans la pauvreté et qui sont victimes de violence doivent rétablir la confiance avec leur entourage avant de partager leurs expériences et demander de l'aide. Depuis de nombreuses années, Le North End Women's Centre de Winnipeg met en pratique une approche non directive au counselling. Les conseillères offrent confort et sécurité aux femmes et leur donnent des occasions de se confier, mais attendent que la femme soit prête à parler ouvertement de la violence ou de toute autre question qui la préoccupe. La plupart des femmes qui participent aux activités de ce centre ont de faibles revenus et plusieurs sont autochtones. Pour certaines, des années peuvent s'écouler avant qu'elles soient capables de parler de la violence qu'elles ont vécue.

On fait sentir à de nombreuses femmes qui ont été maltraitées qu'elles sont responsables de la violence dans leur vie. De plus, les femmes à faible revenu ont souvent eu des expériences négatives avec des gens qui les jugent et les blâment de façon subtile pour leur pauvreté. Pour relever ces défis, les femmes en situation de crise ont besoin d'une personne qui défendra leurs intérêts, quelqu'un qui comprend leur situation et qui peut assurer la liaison avec le système de soins de santé, les tribunaux, les groupes de services sociaux et les organismes sœurs. Le North End Women's Centre offre maintenant un service d'avocat pour combler cette lacune, et le personnel compte une personne qui veille non seulement à ce que l'on réponde aux besoins essentiels des femmes, mais également qu'on les traite avec respect et dignité.

Contact : North End Women's Resource Centre



Les femmes en situation de crise ont besoin d'une personne qui défendra leurs intérêts, quelqu'un qui comprend leur situation et qui peut assurer la liaison avec les médecins, les tribunaux, les groupes de services sociaux et les organismes sœurs pour aider à expliquer leur situation et veiller à ce que l'on réponde à leurs besoins. C'est pour que les femmes aident les femmes à répondre à leurs besoins essentiels.

Elyana Angelova, North End Women's Centre

Répondre aux besoins immédiats et à long terme

Le Downtown Eastside Women's Centre de Vancouver (Colombie-Britannique) est unique parce qu'il est l'un des seuls lieux sécuritaires de la région destiné expressément et exclusivement aux femmes qui vivent dans la pauvreté et à leurs enfants. En plus de fournir un refuge, il répond à leurs besoins fondamentaux, y compris des repas chauds et nutritifs chaque jour, une adresse postale sûre, l'accès au téléphone, des toilettes et des douches opérationnelles et sûres, des articles de toilette, des vêtements, l'accès à un ordinateur, des fournitures de réduction des méfaits et des premiers soins à plus de 250 femmes et enfants chaque jour. Il sert également de centre d'hébergement d'urgence à plus de 50 femmes par nuit.

Le Downtown Eastside Women's Centre vise à appuyer et à habiliter les femmes et les enfants qui vivent dans la pauvreté. Les taux élevés de violence, d'itinérance, de toxicomanie et de pauvreté caractérisent cette collectivité. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables à l'exploitation, à l'injustice et aux blessures. En plus de fournir un soutien pratique, le centre offre aux victimes des services de défense des intérêts, d'extension, de counselling et de développement des compétences pour aider les femmes à effectuer des changements à long terme et à s'engager dans leur collectivité.

Contact : Downtown Eastside Women's Centre

Intervenir auprès des femmes marginalisées

Certaines femmes, comme celles qui sont sans abri, doivent composer avec la pauvreté, l'isolement et la marginalisation extrêmes. Ces femmes ont besoin de services souples et d'un milieu d'aide qui accepte des sautes d'humeur et des comportements peu communs. Sistering est un organisme communautaire de Toronto qui travaille auprès des femmes sans abri et à faible revenu. Bon nombre ont un long historique de maladies mentales, d'éducation interrompue, de vie sans abri, de violence et de pauvreté.

Sistering offre de l'aide à ces femmes par des programmes adaptés à leur réalité. Les programmes de soutien pour les femmes qui ont été maltraitées, par exemple, sont souples en ce sens qu'on n'exerce aucune pression pour que les femmes participent aux groupes de soutien, ou qu'on utilise une approche informelle. Les femmes peuvent aller et venir comme bon leur semble et les animatrices réagissent aux fréquentes éruptions de rage ou de frustration sans porter de jugement. On demande toutefois aux femmes dont le comportement perturbe trop le groupe de partir pour une période précise, mais elles savent qu'elles sont toujours les bienvenues.

Contact : Sistering



L'itinérance, visible et cachée, est une importante question de santé qui touche les femmes. Elle a une incidence considérable sur leur santé affective/mentale, spirituelle et physique.

Source: Sistering (2002). p.x.

Renseignements pour les femmes de tous âges

À tout âge, les femmes qui quittent une situation de violence peuvent ne plus avoir accès à des sources essentielles de soutien personnel et financier. On indique souvent qu'un manque de connaissances au sujet des ressources communautaires constitue un des obstacles que doivent surmonter les femmes maltraitées et vulnérables sur le plan économique. Le Support Network d'Edmonton (Alberta) met à la disposition des victimes de violence et des personnes inquiètes de leurs proches une ligne d'écoute téléphonique 24 heures sur 24. Le personnel qui répond aux appels effectue des évaluations des risques, planifie la sécurité, fournit des ressources, dirige les appelants et enseigne aux tiers comment appuyer les personnes en situation de violence. Environ le quart des appels quotidiens sont liés à la violence – une femme qui veut trouver une solution à une crise, qui cherche des ressources sur la façon de quitter une situation de violence ou qui cherche un soutien pour composer avec un avenir incertain.

Les personnes âgées sont particulièrement vulnérables à l'exploitation financière et souvent, elles ne savent pas à qui s'adresser quand elles sont exploitées par des membres de la famille ou des soignants. En fait, le personnel de Support Network indique que l'exploitation financière est la forme la plus commune d'exploitation signalée par les personnes âgées. Selon le Support Network, il s'agit d'une tendance croissante. En effet, on y reçoit quotidiennement des appels de personnes âgées à revenu fixe en état de détresse, manipulées par un membre de la famille ou en vertu d'une procuration pour obtenir leurs économies. L'organisme a mis sur pied une ligne de secours pour les personnes âgées pour répondre à ce besoin et offre un programme de suivi pour leur fournir un soutien après la crise et de la planification à long terme.

De plus, le Support Network dispose d'un service d'information et d'aiguillage 211 qui fournit des liens vers des centaines d'organismes de la région d'Edmonton.

Contact : The Support Network

Aider les femmes qui vivent dans des collectivités éloignées

Les femmes qui vivent dans des collectivités éloignées du Nunavut doivent relever de nombreux défis lorsqu'elles décident de déménager pour échapper à la violence, situation unique à leur emplacement géographique. En plus des pressions émotionnelles complexes qu'elles subissent lorsqu'elles quittent leur collectivité, particulièrement lorsqu'elles ont des enfants, elles doivent également tenir compte des coûts liés à un déménagement dans une autre ville. Le coût élevé de la vie dans le Nord et le coût d'un billet d'avion pour se rendre à un centre d'hébergement sont d'énormes obstacles financiers. Ayant décidé de partir, certaines femmes sont en mesure d'obtenir un soutien financier de la part des régies de la santé et des services sociaux, lesquelles paient leur billet d'avion.

La maison d'hébergement située à Inuvik, sur l'île de Baffin, offre une sécurité et un soutien à court terme aux femmes de la ville et des collectivités éloignées de la région du delta de Beaufort et à leurs enfants. Étant donné que bon nombre des femmes qui se rendent à la maison ont dû quitter leur collectivité pour être en sécurité, la priorité est de les aider à trouver un logement permanent à Inuvik pour qu'elles puissent s'y établir. Pour cela, il faut défendre leurs intérêts auprès du programme de soutien du revenu pour qu'elles obtiennent un logement, solliciter des dons dans la ville et les aider à passer de la maison d'hébergement à une nouvelle résidence.

Contact : Inuvik Transition House Society

■ Entraide

Alors que les problèmes deviennent de plus en plus diversifiés et complexes, les collectivités cherchent à s'entraider et à trouver des solutions locales. Les collectivités marginalisées collaborent de plus en plus pour aborder les questions touchant la violence.

Travailler ensemble en tant que collectivité

Le West Flat Citizens Group a été mis sur pied par un groupe de citoyens décidés d'un quartier défavorisé de Prince Albert en Saskatchewan. Ils croyaient qu'ils réussiraient davantage s'ils travaillaient en partenariat avec les services sociaux pour contrer la violence dans leur collectivité. Au départ, un groupe de cinq mères, qui s'inquiétaient du sort de leurs enfants et des autres, ont enquêté pour cerner des problèmes communs. La collectivité était préoccupée par le logement, le crime et la violence, la pauvreté, les services de garde pour les enfants, l'éducation et la pénurie d'installations pour les loisirs.

Leur initiative les a menées à la création d'une association communautaire gérée par un conseil d'administration qui a obtenu des subventions pour des projets. De plus, le conseil a commencé à travailler en partenariat avec les services sociaux pour offrir des programmes par l'entremise du centre communautaire, y compris des cours traditionnels sur le rôle parental, une formation sur l'autonomie fonctionnelle et les modes de vie sains, de la médiation ainsi que des programmes sportifs, de loisirs et de services aux jeunes.

Sous une nouvelle direction, le Group continue de joindre la collectivité pour fournir une approche chaleureuse et informelle qui réunit les aînés et les travailleurs communautaires pour diriger les familles vers le soutien et les services dont elles ont besoin. Son travail repose sur une approche holistique et les enseignements autochtones traditionnels, et est orienté par la roue médicinale et les pratiques spirituelles comme la purification et la prière. Il met l'accent sur les enseignements traditionnels sur le rôle parental qui encouragent le respect et l'autogestion en matière de santé et qui considèrent les enfants comme des cadeaux dans la structure familiale.

Contact : West Flat Citizens Group

The Travelling Song Blanket

Parfois, il faut une activité ou un événement particulier pour réunir les femmes. Le Cercle d'action autochtone a demandé aux femmes du Minwaashin Lodge, un centre d'Ottawa pour les femmes autochtones et les enfants touchés par la violence, de créer une couverture dans le cadre de l'initiative Sœurs d'esprit, dirigée par l'Association des femmes autochtones du Canada et visant à améliorer les droits humains des femmes autochtones et à aborder la violence contre les Autochtones canadiennes, plus particulièrement les taux élevés d'Autochtones disparues et assassinées.

Quatorze femmes de Premières nations, inuites, métis et non autochtones ont participé à la création de « The Travelling Song Blanket », au cours de l'hiver 2007. Des enseignantes traditionnelles étaient sur place pour conseiller les femmes tout au long du processus. La couverture se voulait un objet doté d'un message. On lui a donné un nom et on a tenu une fête traditionnelle.

Ce projet a permis aux femmes du Minwaashin Lodge d'explorer comment leurs propres traditions culturelles pourraient être une source de force et d'inspiration dans leur parcours de guérison. C'était également une façon symbolique d'exprimer leur activisme à l'appui des Autochtones disparues et assassinées.

La couverture a réuni la collectivité. On l'a honorée lors de nombreux événements, y compris des cercles de tambour, des fêtes et des événements communautaires.

Contact : Minwaashin Lodge et Association des femmes autochtones du Canada

Services communautaires pour réduire l'isolement

De nombreuses femmes de diverses cultures et religions ne veulent pas courir le risque d'être isolées socialement de leur collectivité, ce qui les empêche de signaler la violence à leur égard ou de chercher le soutien dont elles ont besoin. Le Muslim Family Safety Project (MFSSP) a été créé pour établir des ponts entre la communauté musulmane et les organismes de lutte contre la violence pour aborder la question de la violence faite aux femmes d'une manière adaptée à la réalité culturelle.



L'un des principaux résultats de ce projet a été la création du Muslim Family Support Service (MFSS) à London (Ontario). Le MFSS fournit aux femmes et aux enfants musulmans touchés par la violence faite aux femmes, des ressources et un soutien adaptés à la réalité culturelle. Bon nombre des clientes du MFSS sont des immigrantes et des réfugiées de zones où règnent des conflits et souvent, leur expérience postmigratoire comprend la perte de leur statut, le chômage ou le sous-emploi, le traumatisme et d'autres facteurs de stress qui les exposent au risque de connaître la pauvreté.

Le MFSS brise l'isolement social avec lequel doivent composer les femmes et les familles musulmanes, en travaillant avec le tissu social de la communauté musulmane et en mobilisant cette dernière pour qu'elle prépare sa propre réponse à la violence familiale. Il lie les familles touchées par la violence familiale (ou à l'égard de la partenaire) aux services existants, tout en mettant ces services en relation avec des ressources qui tiennent compte de l'importance des expériences, des valeurs, des perspectives et des préoccupations de la communauté musulmane.

Le projet a permis de mobiliser la communauté pour qu'elle réponde à la violence. La mosquée locale a fourni une aide financière à l'initiative, et les leaders musulmans locaux se sont prononcés contre la violence familiale en incorporant des points de vue canadiens et islamiques. Les efforts de la communauté comprennent des présentations publiques, des sermons les vendredis et des articles sur la violence faite aux femmes et la violence familiale dans les journaux arabes locaux et les bulletins de nouvelles des deux mosquées locales.

Contact : Muslim Family Support Service



Il faut continuer de collaborer de façon créative avec d'autres organismes locaux pour fournir aux membres de la communauté musulmane le soutien approprié et réceptif dans les milieux communautaires et veiller à ce que les femmes et les familles musulmanes ne soient pas isolées.

Mohammed Baobaid, fondateur du Muslim Family Safety Project, London

APPROCHES

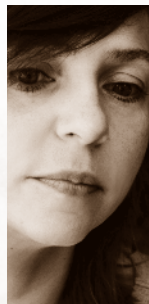
■ Introduction

Les stratégies présentées dans la section précédente du guide ont été conçues, planifiées et mises en œuvre par des groupes fournisseurs de services selon leur compréhension des causes profondes de la pauvreté et de la violence et de l'incidence de ces dernières sur les femmes. Bien que des services de counselling et de soutien soient essentiels pour aider les femmes maltraitées à devenir indépendante sur le plan psychologique de manière à pouvoir surmonter la violence, le soutien personnel doit être combiné à une réponse communautaire qui tient compte des obstacles systémiques qui isolent les femmes et qui les empêchent de quitter des situations de violence.

Comme il en sera question, les approches communautaires nécessitent une perspective intégrée et holistique dans le cadre de laquelle il faut travailler avec d'autres pour accroître la sensibilisation à l'égard de la violence et aborder les dynamiques fondamentales de l'inégalité qui en sont la cause.

La présente section présente quelques approches qu'utilisent les groupes pour orienter l'analyse, la planification et la mise en œuvre des stratégies. Elles ont ceci en commun qu'elles concernent la collaboration pour lutter contre la violence faite aux femmes et la pauvreté dans leurs collectivités. Ces approches doivent servir d'outils pour orienter la façon de travailler avec les femmes et l'ensemble de la collectivité pour créer des conditions à la fois systémiques et personnelles qui aident les femmes à briser le cycle de la pauvreté et de la violence. Ces approches s'inspirent de l'expérience et des connaissances des groupes et des mouvements féministes, des initiatives de développement communautaire et des Autochtones.

■ Une approche féministe



Il n'y a pas de définition unique du féminisme... Ce qui nous unit en tant que mouvement est le désir de transformer nos collectivités, nos organismes et même le monde en des endroits sécuritaires et justes.

Source : Smith (2003), p. 9.

Le féminisme est un cadre théorique pour comprendre la violence faite aux femmes qui a orienté, pendant de nombreuses décennies, les approches aux services destinés aux femmes maltraitées au Canada. Le féminisme prend ses racines dans la perspective fondamentale que la violence faite aux femmes découle d'un rapport de force inégalitaire entre les hommes et les femmes.

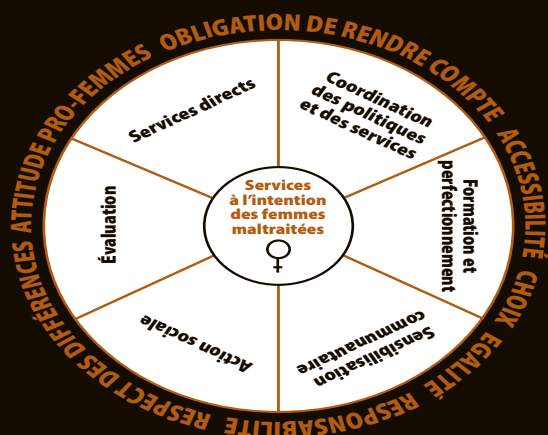
Grâce au féminisme, notre compréhension de la violence a évolué pour traduire une meilleure reconnaissance des entrecroisements complexes de sexe, de race et de classe et le fait que cela marginalise davantage certaines femmes, notamment les Autochtones, les femmes de couleur, les immigrantes et les réfugiées, les femmes sans abri, pauvres ou vivant en milieu rural, les femmes ayant une déficience et les lesbiennes.

L'approche féministe présentée ci-dessous a été élaborée il y a plus de 10 ans par le Comité régional de coordination contre la violence faite aux femmes d'Ottawa. Elle constitue encore aujourd'hui un outil utile pour les femmes qui s'intéressent à l'approche féministe pour offrir des services aux femmes victimes de violence. Le comité de coordination, qui s'appelle maintenant la Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes (COCVFF), offre également un certain nombre de principes féministes plus récents : la violence faite aux femmes est une question de droits à l'égalité, les fournisseurs de services doivent concevoir activement des services inclusifs plutôt que des services

qui respectent simplement les différences, et le concept de « choix » devrait tenir davantage compte des obstacles

sociaux et économiques qui empêchent les femmes d'avoir accès à des services.

Convictions de base sous-tendant les services à l'intention des femmes maltraitées



- Le droit de toutes les personnes de vivre dans un milieu sans violence est un droit humain fondamental.
- Il est essentiel de comprendre et de dénoncer les situations d'abus de pouvoir et de domination pour mettre fin à la violence dans la famille.
- Le réseau de services doit se pencher sur la question de la violence, qu'il s'agisse de la violence faite aux personnes individuellement ou de la violence systémique, afin de créer une collectivité non violente.
- Les agressions psychologiques, émotives, sexuelles, physiques, et financières faites aux femmes constituent des problèmes sociaux et de santé majeurs. Les femmes devraient avoir accès à de l'aide appropriée pour toutes ces formes de mauvais traitements.
- La violence faite aux femmes n'est pas une question d'intimité familiale, mais un crime qui exige que les coupables, et non les victimes, soient tenus responsables de la violence.

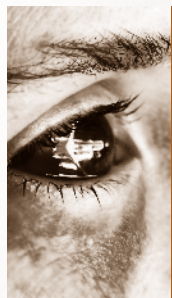
- Les femmes qui ont des besoins additionnels (âge, langue, culture, déficience, pauvreté, situation géographique ou orientation sexuelle) ont besoin de services sensibilisés à ces besoins et qui peuvent y répondre.
- Les enfants qui voient leur mère être maltraitée sont victimes d'agression eux-mêmes. Intercéder pour le développement de services appropriés pour ces enfants et l'assurer est essentiel pour répondre à leurs besoins et à ceux de leur mère.
- Les femmes peuvent prendre le contrôle des aspects personnels de leur vie pourvu qu'elles aient des choix réels, des renseignements précis et l'occasion d'être des partenaires égales dans tous les aspects de la société.
- Une approche communautaire coordonnée et complète à la prestation de services est essentielle pour offrir les choix susmentionnés et répondre aux nombreux besoins des femmes et des enfants victimes de violence.
- Mettre fin à la violence dans la famille est la responsabilité de tout le monde. Les gouvernements, les entreprises, les groupes de bénévoles et les fournisseurs de services doivent s'engager dans l'éducation du public et dans des activités qui contribuent au changement social.
- Les survivantes de la violence sont des partenaires essentielles dans l'élaboration des services, l'éducation du public et le changement social.
- Les services utiles aux femmes maltraitées et à leurs enfants doivent rendre compte de leurs décisions aux femmes qui les utilisent ainsi qu'au personnel, aux bénévoles et à la collectivité.

Source : Comité régional de coordination contre la violence faite aux femmes (1993), p. 11.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec la COCVFF, 312, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1Y 4X5; téléphone : 613 725 3601; télécopieur : 613 725 3605; courriel : contact@octevaw-cocvff.ca; site Web : <http://octevaw-cocvff.ca/node/1>.

■ Une approche axée sur le développement communautaire

Le développement communautaire s'entend généralement d'un processus permettant aux gens qui partagent une situation géographique, une identité, un intérêt ou un problème commun d'unir leurs efforts pour améliorer la qualité de vie au sein de leur collectivité. Autrefois, on ne considérait le développement communautaire que sur le plan économique sans tenir compte des aspects non matériels de la vie des gens. Le concept a évolué. En effet, on le comprend souvent comme étant un processus qui permet aux membres de la collectivité de s'engager activement dans l'amélioration de leur qualité de vie en termes d'accès à des possibilités économiques, de respect de leurs droits et de leur participation aux décisions qui auront une influence sur leur vie.



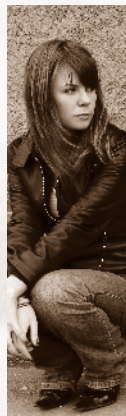
L'un des problèmes les plus difficiles que doit régler la famille en ce début du vingt et unième siècle consiste à recréer les collectivités pour qu'elles permettent le bien-être de leurs membres.

Source : Bopp et Bopp (2006), p. 3.

Au cours des dernières années, les initiatives de développement communautaires ont mis l'accent sur la réduction de la pauvreté. Les militants et militantes ont reconnu que les approches de développement communautaire pour les femmes à faible revenu qui ont été maltraitées doivent aborder non seulement les obstacles personnels et économiques qu'elles doivent surmonter, mais également les obstacles physiques, humains et sociaux comme l'accès à des soins aux enfants et aux aînés, à des logements sécuritaires, à des renseignements, à des compétences, à des capacités, à la santé, à des réseaux sociaux et à des organismes.

L'approche des moyens de subsistance durables

L'approche des moyens de subsistance durables a été élaborée par le Women and Economic Development Consortium (WEDC) en 2001 en s'appuyant sur les travaux du ministère britannique du Développement international British et de



L'approche des moyens de subsistance durables est un cadre holistique reposant sur l'avoir pour comprendre la pauvreté et le travail lié à la réduction de la pauvreté. Elle est attrayante parce qu'elle peut servir de large cadre conceptuel ou d'outil pratique pour concevoir des programmes.

Source : Eric Leviten-Reid, conseiller, Caledon Institute of Social Policy, www.caledoninst.org

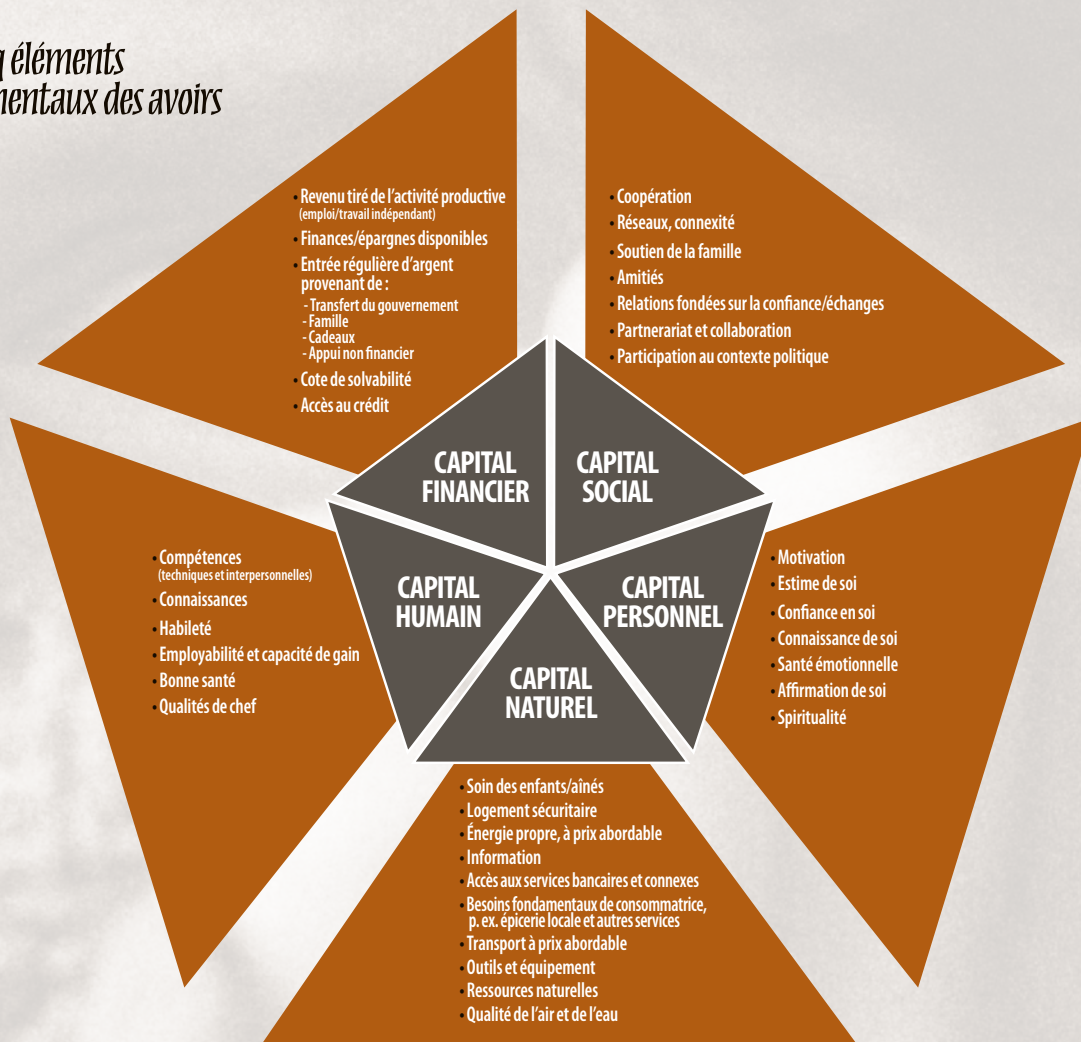
L'Institute for Development Studies de l'université de Sussex. Elle « tient compte de la perspective croissante selon laquelle le travail dans le domaine du développement économique avec les femmes à faible revenu nécessite une approche globale tout en respectant la diversité et la complexité de leur vie. Elle explore les dimensions de leurs moyens de subsistance, leur contexte de vulnérabilité, leurs stratégies de constitution d'avoirs et les étapes qu'elles franchissent lors de leur transformation vers des moyens de subsistance durables. » [Traduction libre] (Murray et Ferguson, 2001, p. 3).

Cette nouvelle perspective de constitution d'avoirs ne met pas l'accent sur ce qui manque aux femmes vivant dans la pauvreté, mais sur les avoirs ou les pierres angulaires qu'elles peuvent investir pour devenir plus autonomes et atteindre leurs objectifs (Murray et Ferguson, 2001, p. 3). Il s'agit d'un modèle de constitution d'avoirs global et multisectoriel qui tient compte des dimensions financières, humaines, physiques, personnelles et sociales de la vie des femmes.

Le diagramme des cinq éléments fondamentaux des avoirs présente les composantes d'une approche à l'égard du développement communautaire fondée sur les avoirs. Les éléments fondamentaux mettent en évidence les différents

aspects de la vie des femmes et les secteurs où elles se butent à des obstacles ainsi que les facteurs dont il faut tenir compte dans le cadre de tout effort visant à réduire la pauvreté.

Les cinq éléments fondamentaux des avoirs



Le cadre des moyens de subsistance durables est un outil pratique pour parler des différentes dimensions et des différents niveaux d'action. À l'aide de ce cadre, les organismes qui travaillent auprès de femmes à faible revenu peuvent les aider à bâtir leurs avoirs. Eko Nomos, une entreprise canadienne, a raffiné le modèle pour qu'il soit plus accessible et s'applique davantage au contexte canadien (voir <http://www.ekonomos.com>). Un large éventail de groupes communautaires ont trouvé qu'il s'agissait d'une ressource utile pour réfléchir à leur travail.

Pour de plus amples renseignements, consulter les feuillets de renseignements sur les moyens de subsistance durables (Sustainable Livelihoods Guidance Sheets) du ministère du Développement international, à l'adresse www.dfid.gov.uk.

■ Le développement communautaire du point de vue autochtone



...le cercle représente l'ensemble des gens. Tous en font partie, personne n'en est exclu. Nuire à une personne, c'est nuire à tous; l'honneur de l'un est l'honneur de tous.

Phil Lane Sr., un aîné de la tribu des Sioux de Yankton
Source : Bopp et Bopp (2006), p. 23.

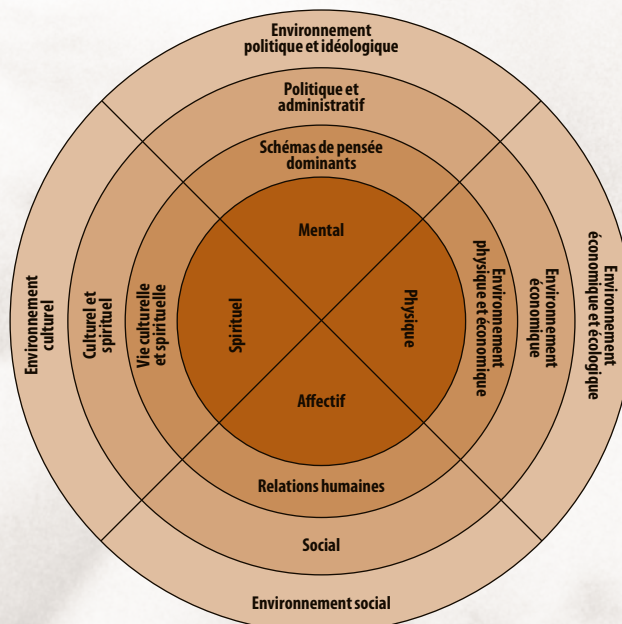
Certains autochtones se tournent vers la roue médicinale traditionnelle pour comprendre le processus de développement communautaire. La roue médicinale est un ancien symbole qui représente une vision du monde (une façon de voir et de connaître) et les enseignements qui s'y rattachent. Le cercle signifie que dans la vie, tout est interrelié. Tout ce qui se produit relativement à une partie a une incidence sur toutes les autres parties.

Un des enseignements uniques de cette approche est que les dimensions spirituelles du développement humain sont aussi importantes que d'autres domaines du développement

(mental, émotif et physique).

Le modèle de la roue médicinale

« Tout sous le même toit »



Dans cette approche, le développement humain et communautaire signifie ce qui suit :

1. Le développement de la personne en ce qui concerne les dimensions, mentales, émotives, physiques et spirituelles.
2. Le développement de la famille et de petits groupes en ce qui concerne les schémas de pensée dominants, les relations humaines, le milieu physique, l'économie ainsi que la vie culturelle et spirituelle.
3. Le développement de la collectivité en ce qui concerne sa vie politique et administrative, économique, sociale, culturelle et spirituelle. Le contexte mondial dans lequel a lieu le développement humain et communautaire,

contexte qui inclut l'environnement politique et bureaucratique, social, économique ainsi que l'environnement culturel dominant.

4. Le contexte mondial dans lequel a lieu le développement humain et communautaire, contexte qui inclut l'environnement politique et bureaucratique, social, économique ainsi que l'environnement culturel dominant.

Le diagramme présente quatre grandes catégories de développement en œuvre simultanément. Chaque niveau affecte tous les autres niveaux.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter : Bopp, Michael et Bopp, Judie (2006). *Recreating the World: A Practical Guide to Building Sustainable Communities*, Cochrane, Four Worlds Press, p. 21-34. Cette publication est disponible auprès de : Four Worlds Press, P.O. Box 395, Cochrane, ALTA; téléphone : 403 932 0882; télécopieur : 403 392 0883; courriel : anyone@fourworlds.ca; site Web : www.fourworlds.ca.

■ Principes inuits relatifs au ressourcement et à la coopération

Pauktuutit Inuit Women of Canada a récemment élaboré un guide qui s'appuie sur une approche holistique pour prévenir les mauvais traitements dans les collectivités inuites. Il comprend des connaissances et de la sagesse traditionnelles qui pourraient être utiles aux personnes et aux groupes cherchant à lutter contre la violence dans leur collectivité. Six principes directeurs de connaissances inuites traditionnelles servent de fondement aux pratiques en matière de counselling, et des mesures à prendre servent de guide relativement à des actions communes efficaces pour prévenir les mauvais traitements et favoriser le ressourcement. Voici ces principes :

Mise en pratique des principes inuits de ressourcement

Piliriqatigiinnngniq – Travailler en collaboration dans un intérêt commun

Ce principe suppose la connaissance du rôle d'une personne au sein de la famille, de la collectivité ou d'une organisation ainsi que de porter des jugements et de prendre des décisions qui profitent à l'ensemble plutôt qu'à quelques personnes.

Avatikmik Kamattiariniq – Bien-être de l'environnement

On peut interpréter ce principe comme étant une interdépendance saine et équilibrée des dimensions mentales, physiques et spirituelles de la personne, de la famille et de la collectivité.

Pijittsirarniq – Service aux autres et leadership

Ensemble, ces concepts contribuent au bien commun et ne sont pas mutuellement exclusives, mais font partie du même idéal de sagesse dans la culture inuite.

Pilimmaksarniq – Habilitation

Les Inuits peuvent et devraient utiliser toutes les sources de renseignements appropriés, les recueillir et les utiliser pour redresser les torts sociaux et spirituels et pour créer une société inuite forte et équilibrée.

Qanuqtuurunnarniq – Ingéniosité et adaptabilité

Les Inuits peuvent être très créateurs, souples et axés sur les solutions.

Aajiiqatigiinnngniq – Coopération et consensus

Le processus de ressourcement inuit ne fonctionne que dans la mesure où il est réciproque, basé sur l'opinion et les contributions des clients et des conseillers, des chefs et des membres de la collectivité, chacun reconnaissant la valeur du point de vue de l'autre. Par conséquent, les solutions, obtenues par voie de consensus, sont solides.

Source : Pauktuutit Inuit Women of Canada (2006). National Strategy to Prevent Abuse in Inuit Communities, and Sharing Knowledge, Sharing Wisdom: Guide to the National Strategy, p. 5-6.

Cette stratégie et le guide sont disponibles en Inuktitut et en anglais auprès de Pauktuutit Inuit Women of Canada en composant le numéro sans frais 1 800 667 0749 ou le 613 238 3977. On peut également les télécharger à partir du site Web www.pauktuutit.ca.

CONCLUSION

La pauvreté et la violence font partie de la réalité dans la vie de trop de Canadiennes. Au fur et à mesure que l'écart entre les riches et les pauvres grandit et que des emplois stables et des logements abordables deviennent plus difficiles à trouver, les femmes vivant dans des situations violentes, ou qui viennent de s'en sortir, se retrouvent dans des positions encore plus précaires. Pis encore, au cours des dix dernières années, on a coupé ou éliminé complètement plusieurs des programmes conçus pour aider les femmes à faible revenu, tels que le soutien au revenu, le logement subventionné, la rééducation professionnelle, les services de garde subventionnés et les maisons d'hébergement.

Ensemble, nous pouvons et nous devrions faire beaucoup plus pour assurer que toutes les femmes vivent sans violence. Un faible revenu ne devrait pas constituer une barrière à leur autonomie, et les femmes de divers milieux devraient avoir accès aux services et aux programmes qui les aideront à se guérir des mauvais traitements qu'elles subissent. Il y a beaucoup à apprendre des organismes communautaires et des femmes à faible revenu elles-mêmes qui, malgré des obstacles décourageants, travaillent ensemble pour prévenir la violence et s'appuyer mutuellement.

Les femmes à faible revenu et les militantes du milieu travaillent dans des centres pour femmes, des groupes de justice sociale et des organismes axés sur la lutte contre la pauvreté pour composer avec l'injustice de la pauvreté et de la violence. Les immigrantes et les réfugiées, les Autochtones, les femmes ayant une déficience, les lesbiennes, les femmes en milieu rural ou isolé, les jeunes femmes et les femmes

plus âgées participent à des programmes qui abordent leurs besoins réels. Nous offrons ce document afin de les appuyer dans leurs interventions.

Veillez utiliser l'information dans la section La réalité de la pauvreté et de la violence pour améliorer votre compréhension de certains des stéréotypes au sujet des femmes à faible revenu victimes de violence et pour les contrer. Les feuillets de renseignements donnent une présentation graphique de cette information qui peut être utilisée pour des présentations ou à titre de documents d'information.

Les exemples dans la section Stratégies et initiatives donnent des idées qui permettent aux femmes de briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la violence. En améliorant l'accessibilité et en répondant aux besoins réels des femmes, ces exemples font une différence dans la vie des femmes à faible revenu.

Bien que la situation des femmes à faible revenu soit critique, nous pouvons tirer une force de leur courage. Peut-être qu'ensemble nous pouvons défaire les liens entre la pauvreté et la violence.

Les différentes approches (féministe, développement communautaire, moyens de subsistance durables et autochtone) peuvent servir à bien des groupes – des groupes de justice sociale, des organisations anti-pauvreté, des fournisseurs de services sociaux et de santé et des organisations populaires de femmes – pour mieux comprendre la pauvreté et la violence de façon qui contribue au changement et pour mieux y réagir. Les modèles peuvent être combinés pour cadrer avec la philosophie du groupe qui les utilise. Des groupes qui n'ont pas travaillé ensemble jusqu'à maintenant pourraient songer à se joindre à d'autres pour élaborer des stratégies communautaires complètes et inclusives.

FEUILLETS de RENSEIGNEMENTS

La présente section de ce guide de ressources fournit des données statistiques et d'autres renseignements au sujet de la pauvreté et de la violence dans la vie des Canadiennes. Vous pouvez reproduire les feuillets de renseignements et les distribuer, en faire des transparents ou les utiliser lors de présentations assistées par ordinateur.

Les feuillets de renseignements mettent également en évidence l'incidence de la pauvreté et de la violence sur des groupes de femmes en particulier. Il est important de se rappeler qu'une femme peut appartenir à plus d'un groupe; son point de vue peut être celui d'une immigrante appartenant à une minorité visible, ou celui d'une Autochtone vivant dans une collectivité éloignée.

La violence dans la vie des femmes

- La violence faite aux femmes existe dans toutes les collectivités et dépasse les frontières des groupes culturels, raciaux et religieux, et celles des niveaux de revenu.
- En 2004, 7 % des femmes ont signalé avoir été agressées physiquement ou sexuellement par leur partenaire, comparativement à 8 % en 1999 et à 12 % en 1993.
Canada, Statistique Canada (2006a), p. 21
- Le taux d'homicide du conjoint chez les femmes a diminué de 57 % depuis 1975. Le taux d'homicide contre une conjointe est de 3 à 5 fois supérieur à celui d'un conjoint.
Canada, Statistique Canada (2007a), p. 11
- En 2004, 44 % des femmes victimes de violence conjugale ont subi des blessures, 13 % ont eu recours à des soins médicaux, 34 % ont craint pour leur vie et 29 % se sont absentes de leurs activités quotidiennes.
Canada, Statistique Canada (2005), p. 16 et 17

- En 2004, plus de 10 % des femmes ont signalé avoir été victimes de harcèlement criminel au cours des cinq dernières années, ce qui les a fait craindre pour leur vie ou la sécurité d'une personne qu'elles connaissent.
Canada, Statistique Canada (2006b), p. 167
- Quatre-vingts pour cent de toutes les femmes purgeant une peine fédérale disent avoir été victimes de violence physique et/ou sexuelle. Chez les femmes autochtones, ce pourcentage est de 90 %.
Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry (2008), p. 3
- En 2004, deux fois plus de femmes que d'hommes étaient battues par leur partenaire et quatre fois plus étaient étranglées. De plus, 16 % des femmes qui ont été victimes de violence conjugale ont été agressées sexuellement, et deux fois plus de femmes que d'hommes qui ont été victimes de violence conjugale ont rapporté des agressions chroniques continues (10 ou plus).
Canada, Statistique Canada (2006a), p. 22 et 23
- Chez les femmes, les taux de violence conjugale signalée à la police étaient plus élevés chez celles de 25 à 34 ans (678 par 100 000 femmes). Les taux étaient bien inférieurs chez les groupes démographiques plus âgés.
Canada, Statistique Canada (2004b), p. 7

L'expérience des femmes face à la violence dans divers groupes

■ Les femmes autochtones

Les femmes autochtones sont trois fois plus susceptibles d'être victimes de violence conjugale que les femmes non autochtones. En 2004, 24 % des femmes autochtones rapportaient avoir été victime de violence de la part de leur partenaire actuel ou d'un ancien partenaire au cours des cinq années subséquentes, soit jusqu'en 2004, comparativement à 7 % chez les femmes non autochtones.
Canada, Statistique Canada (2005), p. 20

Au cours des cinq années subséquentes, soit jusqu'en 2004, plus de la moitié (54 %) des femmes autochtones qui ont été victimes de violence conjugale ont déclaré être victimes d'actes de violence graves et d'actes pouvant mettre leur vie en danger, c'est-à-dire qu'elles ont été battues, étranglées, menacées avec une arme à feu ou un couteau, attaquées avec une arme à feu ou un couteau, ou agressées sexuellement, comparativement à 37 % des femmes non autochtones victimes de violence conjugale.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 207

À Vancouver, 84 % des filles autochtones sans abri ont été victimes d'agression sexuelle.

National Working Group on Women and Housing (2007), p. 2

■ Jeunes femmes

En 2002, les enfants et les jeunes représentaient 61 % des cas d'agression sexuelle (comparativement à 20 % des victimes d'agression physique). Les filles représentaient 81 % de ces cas.

Canada, Statistique Canada (2004b), p. 19 et 21

En 2005, le taux d'agression sexuelle contre les enfants et les jeunes étaient cinq fois plus élevés que chez les adultes.

Canada, Statistique Canada (2007), p. 25

La violence contre les filles et les jeunes femmes joue un rôle considérable dans la dynamique de leur itinérance. Bien que la plupart des jeunes sans-abri aient des antécédents d'instabilité, de conflits et d'agression au sein de leur famille, davantage de jeunes femmes que de jeunes hommes y ont connu la violence sexuelle et physique. Les jeunes femmes qui ont été agressées, surtout sexuellement, sont plus exposées à la revictimisation.

Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (2002), p. vii

En 2005, le taux d'agression sexuelle était presque quatre fois plus élevé chez les filles de moins de 18 ans que chez les hommes de ce même groupe d'âge.

Canada, Statistique Canada (2007a), p. 21/5

■ Femmes âgées

En 1999, environ 7 % des personnes âgées ont déclaré des incidents de violence psychologique ou d'exploitation financière au cours des cinq années antérieures, dont la majorité ont été commis par le conjoint ou la conjointe.

Canada, Justice Canada (2006)

En 2000, près de 65 % de tous les adultes plus âgés victimes de violence conjugale qui ont signalé leur situation à un échantillon de services policiers étaient des femmes.

Canada, Justice Canada (2006)

Entre 1974 et 2000, les femmes âgées étaient plus susceptibles d'être tuées par leur conjoint que les hommes âgés. Plus de la moitié (52 %) des femmes âgées victimes d'homicide familial ont été tuées par leur conjoint.

Canada, Justice Canada (2006)

■ Lesbiennes

Dans l'Enquête sociale générale de 2004, la proportion globale des personnes qui ont signalé être victimes de violence conjugale et qui ont indiqué être homosexuelles était faible. Cependant, le taux de violence conjugale rapporté dans des couples de même sexe était deux fois plus élevé que celui chez les couples hétérosexuels (15 % par rapport à 7 %).

Canada, Statistique Canada (2006c), p. 20

Deux et demi pour cent des incidents de violence conjugale signalés à la police ont lieu dans des couples de même sexe. La proportion de ces incidents chez les couples gais est 2,5 fois plus élevée que chez les couples de lesbiennes (72 % par rapport à 28 %).

Canada, Statistique Canada (2006c), p. 20

■ Les femmes en milieu rural et les femmes isolées

Les femmes qui vivent en campagne et qui ont été victimes de violence ont beaucoup plus de difficulté à avoir accès à des services que celles qui vivent dans des villages et des villes.

MacQuarrie (2004), p. xii

Même dans les régions rurales où il y a des fournisseurs de services sociaux et de santé locaux, bon nombre sont mal outillés pour répondre aux besoins de leurs clients en matière d'information sur le droit relatif à la violence familiale.

Canada, Justice Canada (2002a), p. 14

Dans les collectivités rurales, on accuse souvent les femmes d'avoir provoqué l'agression, et la collectivité tend à minimiser et à juger normaux les comportements abusifs.

Hornosty et Doherty (2002), p. 20

■ Femmes ayant une déficience

On estime que 83 % des femmes ayant une déficience seront victimes d'agression sexuelle au cours de leur vie. Quant aux filles ayant une déficience intellectuelle, on estime que de 40 % à 70 % d'entre elles seront victimes d'agression sexuelle avant d'avoir 18 ans.

Canada, Centre national d'information sur la violence dans la famille (2004), p. 3

■ Immigrantes et femmes de minorités visibles

Les immigrantes, les réfugiées et les femmes de couleur courent un risque très élevé d'être victimes de violence en raison des effets multiples et entrecroisés du sexisme, du racisme et des facteurs socioéconomiques.

Meyer et Estable (2000), p. 9

Souvent, les stéréotypes à l'égard des immigrantes et des femmes de minorités visibles, comme les fausses croyances selon lesquelles ces femmes acceptent davantage les mauvais traitements, se cristallisent lorsqu'on discute de la violence.

Meyer et Estable (2000), p. 28

Seulement 10 % des immigrantes et des femmes de minorités visibles qui ont été victimes de violence conjugale l'ont signalé à la police. Une proportion élevée a demandé l'aide d'une personne comme une amie (21 %), un collègue (9 %), un médecin (12 %), un membre de la famille (20 %) ou un avocat (8 %), et 5 % ont consulté un conseiller spirituel plutôt que de signaler la situation à la police. Seulement 17 % d'entre elles ont communiqué avec un organisme de services pour obtenir de l'aide relativement à la violence.

Conseil canadien de développement social (2006), p. 19

Les femmes et la pauvreté au Canada

- Au Canada, les femmes sont majoritaires parmi les pauvres. Une Canadienne sur sept vit dans la pauvreté.
Institut canadien de recherches sur les femmes (2005), p. 1
- Les femmes représentent une fraction disproportionnée de la population ayant un faible revenu. En 2003, 1,9 million de femmes, soit 12 % de l'ensemble de la population féminine, vivaient dans une situation de faible revenu après impôt.
Canada, Statistique Canada (2006b), p. 151
- Les femmes touchent généralement un revenu inférieur à celui des hommes. En 2003, le revenu annuel moyen (revenu de toutes sources avant impôt) des femmes de 16 ans et plus était de 24 400 \$, ce qui équivaut à seulement 62 % du revenu des hommes, soit 39 300 \$ cette année-là.
Canada, Statistique Canada (2006b), p. 141

- En 2005, les femmes travaillant à plein temps à longueur d'année, gagnaient en moyenne 39 200 \$, soit 70,5 % de ce que gagnaient les hommes comparables, qui avaient un revenu moyen de 55 700 \$. L'écart salarial est encore plus important chez les femmes qui ont fait des études universitaires; elles ne gagnaient que 68 % de ce que gagnaient les hommes en 2005, comparativement à 75 % il y a de cela dix ans.

Congrès du travail du Canada (2008), p. 1

- Les taux de violence conjugale étaient deux fois plus élevés chez les femmes dont le revenu du ménage est inférieur à 60 000 \$ que celles dont le revenu est supérieur.

Canada, Statistique Canada (2006a), p. 44

Expériences de la pauvreté chez les femmes de divers groupes

■ Mères monoparentales

En 2003, le taux de pauvreté chez les mères monoparentales s'élevait à 48,9 %, soit le taux le plus élevé de tous les types de famille.

Conseil national du bien-être social (2006)

En 2003, 38 % de toutes les familles monoparentales dirigées par une femme se situait sous le seuil de la pauvreté comparativement à 13 % des familles monoparentales dirigées par un homme et à 7 % des familles composées de deux parents non âgés.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 152-153

En 2003, le revenu moyen des familles monoparentales dirigées par une femme était de 32 500\$, soit 38 % de celui des familles biparentales non âgées avec enfants et moins de 60 % de celui des familles monoparentales ayant à leur tête un homme, dont le revenu moyen était de 54 700 \$.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 142

En 2003, 43 % des enfants de familles à faible revenu vivaient avec une mère seule, alors que ces familles ne représentaient que 13 % des enfants de moins de 18 ans.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 153

■ Femmes âgées

Les écarts salariaux et le faible revenu durant toute leur vie professionnelle condamnent de nombreuses femmes âgées à un faible revenu, et le taux de faible revenu des femmes âgées seules est beaucoup plus élevé que celui des hommes (8,4 % comparativement à 3,2 % en 2005).

Congrès du travail du Canada (2008), p. 7

En 2003, les femmes âgées (65 ans et plus) avaient un revenu moyen à peine supérieur à 20 000 \$, ce qui était inférieur par plus de 10 000 \$ à celui des hommes âgés.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 291

En 2003, la proportion de femmes âgées touchant un faible revenu était deux fois plus élevée que chez les hommes âgés.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 151

■ Autochtones

En 2000, 36 % des femmes autochtones vivaient dans la pauvreté, comparativement à 17 % des femmes non autochtones.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 212

En 2000, les femmes autochtones avaient un revenu médian de 12 300 \$, comparativement à 15 500 \$ pour les hommes autochtones et à 17 300 \$ pour les femmes non autochtones. Celles qui vivaient dans une réserve avaient le revenu médian le plus faible, soit un peu moins de 11 000 \$, tandis que celles qui vivaient dans les régions métropolitaines de recensement avaient le revenu médian le plus élevé, s'établissant à près de 14 000 \$.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 211

En 2001, 17 % des femmes autochtones faisant partie de la population active étaient en chômage, comparativement à 7 % des femmes non autochtones. Celles vivant dans une réserve avaient le taux de chômage le plus élevé, soit 22 %, comparativement à 17 % de celles vivant dans les centres urbains de petite et de moyenne taille, 16 % de celles des régions rurales hors réserve et 14 % de celles des grands centres urbains.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 211

■ Femmes de minorités visibles

En 2002, 13 % des femmes de ces minorités ont dit avoir souvent ou parfois fait l'objet d'une certaine forme de discrimination dans le lieu de travail soit pendant qu'elles étaient au travail, soit au moment d'une demande d'emploi ou d'avancement au cours des cinq années précédentes.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 268

Les Noires sont doublement touchées en ce qui concerne le revenu. Parce qu'elles sont de race noire, elles appartiennent à une minorité dont le revenu est le plus faible au Canada, et parce qu'elles sont des femmes, leur revenu est inférieur à celui des hommes de race noire.

Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux (2005), p. 2

Le salaire moyen des Noires est 79 % de ce que gagnent les hommes de race noire et moins de 57 % de ce que gagnent tous les hommes canadiens.

Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux (2005), p. 2

■ Immigrantes

La rémunération moyenne des immigrantes récentes est relativement faible. Les femmes nées à l'étranger arrivées au Canada entre 1991 et 2000 et qui travaillaient à temps plein durant toute l'année 2000 gagnaient en moyenne légèrement plus de 28 000 \$, soit environ 20 % de moins

que la rémunération de l'ensemble des immigrantes et des non-immigrantes.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 238

L'éducation ne réduit pas l'écart de revenu qui existe entre les immigrantes et les femmes nées au Canada. Cette situation est en partie due au racisme délibéré, mais également au racisme structurel, y compris le manque de reconnaissance de l'expérience et des titres de compétence étrangers.

Institut canadien de recherche sur les femmes (2005), p. 2

En 2000, le revenu moyen des immigrantes de 15 ans et plus équivalait à seulement 61 % de celui de leurs homologues de sexe masculin cette année-là, soit à peu près la même proportion (62 %) que parmi la population née au Canada.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 238

En 2001, 8,1 % des femmes actives nées hors du pays étaient considérées comme sans emploi, comparativement à 7,0 % de celles nées au Canada.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 236

■ Femmes ayant une déficience

En 2000, 26 % des femmes de 15 ans ou plus ayant une déficience vivaient dans la pauvreté, comparativement à 20 % des hommes ayant une déficience et 16 % des femmes sans déficience.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 312

En 2000, les femmes de 15 ans ou plus ayant une déficience ont touché un revenu moyen provenant de toutes sources de 17,200 \$, comparativement à 26 900 \$ pour les hommes de ce groupe d'âge ayant une déficience.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 310

Le taux de chômage chez les femmes faisant partie de la population active et ayant une déficience était de 10 % en 2001, soit deux fois plus que les autres femmes cette année-là.

Canada, Statistique Canada (2006b), p. 310

RÉFÉRENCES

Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine. *Où se tourner? La situation des jeunes femmes sans abri au Canada*. Ottawa, 2002. Disponible à l'adresse suivante : http://www.cfc-swc.gc.ca/pubs/pubspr/0662318986/index_f.html

Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry. *Femmes criminalisées et incarcérées*, feuillet de renseignements. Ottawa, 2008. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.elizabethfry.ca/frdocs06/criminal.pdf>

Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux (ACTS). *Le revenu des femmes noires au Canada*. Ottawa, 2005. Disponible à l'adresse suivante : http://www.casw-acts.ca/advocacy/blackwomen_f.pdf

Bopp, Micheal et Judie Bopp. *Recreating the World: A Practical Guide to Building Sustainable Communities*. Calgary: Four Worlds Press, 2006.

Bridges for Women Society. *A Women's Resource Booklet: Overcoming the Impact of Abuse on Employability*. Victoria, 2007.

Canada. Centre national d'information sur la violence dans la famille. *La violence faite aux femmes : Information du Centre national d'information sur la violence dans la famille*. Préparé par Liz Hart et Wanda Jamieson. Ottawa, 2002. Disponible à l'adresse suivante : http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/violencefamiliale/pdfs/fem-2001pregaperçu_f.pdf

—. *Effets de la violence familiale sur la santé - Aperçu*. Préparé par Deborah Doherty; Centre Muriel McQueen Fergusson. Ottawa, 2003. Disponible à l'adresse suivante : http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/violencefamiliale/pdfs/fv-effets_f.pdf

—. *La violence envers les femmes handicapées : Aperçu*. Préparé par Doris Rajan; L'Institut Roeher. Ottawa, 2004. Disponible à l'adresse suivante : http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/violencefamiliale/pdfs/fv-disabl_f.pdf

—. *Les femmes autochtones et la violence familiale. Version condensée du Ipsos-Reid rapport*. Ottawa, 2008. Disponible à l'adresse suivante : http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/violencefamiliale/pdfs/fem-abor_f.pdf

Canada. Justice Canada. *Mettre l'information sur le droit en matière de violence familiale à la disposition des gens vivant en milieu rural : Un répertoire de pratiques prometteuses*. Préparé par Deborah Doherty; Centre Muriel McQueen Fergusson. Ottawa, 2002. Disponible à l'adresse suivante : <http://canada.justice.gc.ca/fra/pi/vf-fv/rap-rep/rural.html>

—. *La violence à l'égard des personnes âgées : Fiche d'information du Ministère de la Justice du Canada* : Ottawa, 2006. Disponible à l'adresse suivante : <http://canada.justice.gc.ca/fra/pi/vf-fv/age-old.html>

Canada. Santé Canada. *La violence dans les relations lesbiennes : Information et ressources*. Préparé par Laurie Chesley, Donna MacAulay et Janice Ristock. Ottawa, 1998. Disponible à l'adresse suivante : http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/violencefamiliale/pdfs/fem-relationslesbiennes_f.pdf

Canada. Statistique Canada. *L'orientation sexuelle et la victimisation 2004*. Ottawa; no 85F0033M-No.016 au catalogue, 2004a. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.statcan.ca/francais/research/85F0033MIF/85F0033MIF2008016.pdf>

—. *La violence familiale au Canada : Un profil statistique 2004*. Ottawa; no 85-224-XIE au catalogue, 2004b. Disponible à l'adresse suivante : http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/violencefamiliale/pdfs/fv-85-224-XIF2004_f.pdf

—. *La violence familiale au Canada : Un profil statistique 2005*. Ottawa; no 85-224-XIE au catalogue, 2005. Disponible à l'adresse suivante : http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/violencefamiliale/pdfs/fv-85-224-XIF2005000_f.pdf

—. *Mesure de la violence faite aux femmes : tendances statistiques 2006*. Ottawa; no 85-570-XIF au catalogue, 2006a. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.statcan.ca/francais/research/85-570-XIF/85-570-XIF2006001.htm>

—. *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe. Cinquième édition*. Ottawa; no 89-503-XPE au catalogue, 2006b. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=89-503-XP>

—. *La violence familiale au Canada : Un profil statistique 2006*. Ottawa; no 85-224-XIF au catalogue, 2006c. Disponible à l'adresse suivante : http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/violencefamiliale/pdfs/fv-85-224-XIF2006_f.pdf

—. *La violence familiale au Canada : Un profil statistique 2007*. Ottawa; no 85-224-XIF au catalogue, 2007. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/violencefamiliale/pdfs/fv-85-224-XIF2007001.pdf>

Canadian Panel on Violence Against Women. *Final Report of the Canadian Panel on Violence Against Women; Changing the Landscape: Ending Violence – Achieving Equality*. Ottawa : Approvisionnement et Services Canada, 1993.

Champagne, Cheryl, Ruth Lapp, et Julie Lee. *Assisting Abused Lesbians: A Guide for Health Professionals and Service Providers*. London, ON: London Abused Women's Centre, 2003. Disponible à l'adresse suivante : http://www.lawc.on.ca/PDF_Files_Reports/Assisting%20Abused%20Women.pdf.

Congrès du travail du Canada. *Working Women: Still a Long Way from Equality*. Ottawa, 2008. Disponible aux adresses suivantes : <http://canadianlabour.ca/updir/EN-wage-gap-in-general.pdf>

Conseil canadien du développement social. *Defining and Re-Defining Poverty: A CCSD Perspective: A CCSD Perspective*. Document de principe. Ottawa, 2001. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.ccsd.ca/pubs/2001/povertyp.htm>

—. *Nulle part où aller? Deux nouveaux rapports sur la violence envers les femmes*. Ottawa, 2006.

Conseil national du bien-être social. *Women and Poverty*. Feuillet de renseignements. Ottawa, 2006. Disponible à l'adresse suivante : http://www.ncwcnbes.net/documents/researchpublications/ResearchProjects/PovertyProfile/2002-03Report_Summer2006/FactSheets/WomenandPoverty.pdf

—. *Women's Experiences of Social Programs for People with Low Incomes*. Feuillet de renseignements no 9. Ottawa, 2007. Disponible à l'adresse suivante : http://www.criaw-icref.ca/Alternative%20Case%20Studies/Fact_Sheet_Low_Income_e.htm

Hornosty, Jennie et Deborah Doherty. *Responding to Wife Abuse in Farm and Rural Communities: Searching for Solutions that Work*. SIPP Policy Paper 10. Régina: Saskatchewan Institute of Public Policy, 2002. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.uregina.ca/sipp/documents/pdf/Regina%20revised%202002.pdf>.

Institut Canadien de recherche sur les femmes. *Les femmes et la pauvreté* - Feuillet d'information 3-éd. Préparé par Marika Morris et mis à jour par Tahira Gonsalves. Ottawa, 2005. Disponible à l'adresse suivante : http://www.criaw-icref.ca/factSheets/Women%20and%20Poverty/Poverty%20Fact%20sheet_f.htm

Lane, Phil, et al. Le balisage de l'expérience de guérison : *Rapport final d'un projet de recherche d'une Première nation sur la guérison dans les collectivités autochtones du Canada*. Aboriginal Peoples Collection. Ottawa : Solliciteur général du Canada, 2002. Disponible à l'adresse suivante : http://ww2.ps-sp.gc.ca/publications/abor_corrections/pdf/apc2002_f.pdf

MacQuarrie, Barb. *Voices from the Front Lines*. London, ON: London Coordinating Committee to End Woman Abuse, 2004. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.crvawc.ca/documents/VoicesfromfrontlinesFinalReport.pdf>

Meister, Joan. "Women and Poverty," *Compass*, édition spéciale sur les femmes ayant une déficience et la pauvreté : des femmes ayant une déficience examinant les obstacles à l'indépendance économique, par la Coalition des organisations provinciales ombudsman des handicapés, 1990, p. 40-42.

Meyer, Mechthild et Alma Estable. *Changing the Landscape: A Training Manual for Service Providers*. Ottawa: Immigrant and Visible Minority Women Against Abuse, 2000.

Mosher, Janet. *Walking on Eggshells: Abused Women's Experiences of Ontario's Welfare System*. Toronto: Woman and Abuse Welfare Research Project, 2004. Disponible à l'adresse suivante : <http://dawn.thot.net/abuse.html>

Murray, Janet et Mary Ferguson. *Women in Transition Out of Poverty: An asset-based approach to building sustainable livelihoods*. Toronto: Eko Nomos, 2001. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.cdnwomen.org/PDFs/EN/CWF-WIT-asset.pdf>

National Working Group on *Women and Housing. Women and Girls: Homelessness and Poverty in Canada*. Toronto, 2006. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.equalityrights.org/NWG/resources/nwg/factsheets/factsheet06-e.pdf>

Organisation mondiale de la Santé. *Rapport mondial sur la violence et la santé, 2002*. Disponible à l'adresse suivante : http://whqlibdoc.who.int/publications/2002/9242545619_fre.pdf

Pauktuutit Inuit Women of Canada. *National Strategy to Prevent Abuse in Inuit Communities and Sharing Knowledge, Sharing Wisdom: A Guide to the National Strategy*. Ottawa, 2006. http://www.pauktuutit.ca/pdf/publications/abuse/InuitStrategy_e.pdf

Phipps, Shelley. *The impact of poverty on health: a scan of the literature*. Documents sur la pauvreté et la santé recueillis dans le cadre de l'ISPC. Ottawa : Institut canadien d'information sur la santé, 2003. Disponible à l'adresse suivante : <http://dsp-psd.communication.gc.ca/Collection/H118-11-2003-1E.pdf>

Regional Coordinating Committee to End Violence Against Women. *Framework for Abused Women*, Ottawa-Carleton. Ottawa, 1993.

Rural Women and Poverty Action Committee. *Rural Women Speak About the Face of Poverty: Final Report*. Goderich, ON, 2002.

Sistering. Common Occurrence: The Impact of Homelessness on Women's Health, Phase II: Community Based Action Research: Final Report. Toronto, 2002.

Smith, Michelle. *Feminism: Our Basis of Unity*. St. John's: Provincial Advisory Council on the Status of Women, 2003. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.pacsw.ca/docs/tlkt-fboureport.pdf>

RESSOURCES RECOMMANDÉES

Contrer la violence familiale...

Trouver la paix au foyer

Coût : expédition et manutention seulement

Halte-Femmes Montréal-Nord

634, boulevard Léger

Montréal-Nord (Québec) H1G 1L5

Téléphone : 514 328 2055 Télécopieur : 514 328 2047

Courriel : HalteFemmes@videotron.ca

Contrer la violence familiale est un ensemble d'outils et de ressources pour comprendre et contrer la violence familiale. La trousse d'outils contient trois livrets s'adressant chacun à un auditoire différent et ayant un objectif différent. Les deux premiers s'adressent aux parents ainsi qu'au personnel et aux soignants d'organismes qui travaillent auprès des femmes et des enfants pour les aider à comprendre la violence familiale et comment aider. Le troisième vise à promouvoir la collaboration avec d'autres personnes et d'autres groupes sur des questions liées à la violence familiale. De plus, le troisième livret est accompagné d'un CD-ROM comportant les trois livrets en format PDF, du matériel pour une présentation PowerPoint, toutes les références et les ressources des livrets avec des hyperliens cliquables permettant un accès facile et un guide pour aider à développer davantage les partenariats communautaires.

Asking Women about Abuse and Responding to Disclosures of Abuse: A Guide for Addictions and Mental Health Professionals

Coût : Gratuit

Centre for Research & Education on Violence against Women and Children

The Faculty of Education

Université Western Ontario

1137 Western Road, pièce 1118

London (Ontario) N6G 1G7

Téléphone : 519 661 4023 Télécopieur : 519 850 2464

Site Web : www.crvawc.ca

Asking Women about Abuse a été élaboré pour aider les professionnels de la toxicomanie et de la santé mentale à questionner les femmes au sujet de la violence et aider ces dernières à la divulguer. Le guide est le fruit d'une collaboration entre des représentants des secteurs de la violence faite aux femmes, de la toxicomanie et de la santé mentale.

L'art de créer des ponts

Coût : 50 \$ +10 \$ (expédition et manutention)

Bridges for Women Society

320-1175, rue Cook

Victoria (Colombie-Britannique) V8V 4A1

Téléphone : 250 385 7410 Télécopieur : 250 385 7459

Sans frais : 1 866 896 3356

Site Web : www.bridgesforwomen.ca

L'art de créer des ponts présente de l'information sur un programme unique de préparation à l'emploi pour les femmes qui ont survécu à la violence. Le but du programme est d'aider les femmes à réussir leur transition à l'indépendance personnelle et financière en surmontant les barrières individuelles et systémiques qui les empêchent d'obtenir et de garder un emploi. (En anglais sous le titre *Building Bridges Manual*)

Ne me dites pas de prendre un bain chaud : Manuel de référence pour le personnel des centres d'aide

Coût : Gratuit

Réseau d'action des femmes handicapées du Canada

110, rue Sainte-Thérèse, bureau 005

Montréal (Québec) H2Y 1E6

Téléphone : 514 396 0009 Télécopieur : 514 396 6585

Sans frais (Canada): 1 866 396 0074

Courriel : admin@dawnncanada.net

Site Web : www.dawnncanada.net

La publication *Ne me dites pas de prendre un bain chaud* présente de l'information au sujet du vécu et des besoins des femmes ayant une déficience. Il se penche sur le genre de mauvais traitements dont elles ont été victimes, sur certains de leurs effets et sur la façon dont les services pourraient mieux répondre à ces besoins.

Common Occurrence: The Impact of Homelessness on Women's Health – Phase II – Community Based Action Research – Final Report

Coût : 20 \$, plus 5 \$ pour frais d'expédition et de manutention
Sistering
962, rue Bloor ouest
Toronto (Ontario) M6H 1L6
Téléphone : 416 926 9762 Télécopieur : 416 926 1932
Site Web : www.sistering.org

Ce rapport novateur aborde la nature particulière de l'itinérance des femmes et son incidence sur leur santé physique, mentale et spirituelle. On s'est efforcé de joindre des femmes qui ne font habituellement pas partie d'études relatives à la pauvreté et à l'itinérance, y compris des femmes qui ne sont pas dans un refuge, mais dont les conditions de vie ne sont pas permanentes, comme celles qui dorment sur le sofa d'un ami ou le plancher de l'appartement d'un enfant d'âge adulte. Dans le cadre de ce rapport, on a interrogé plus de 125 femmes dans 12 langues. On a également examiné les obstacles que doivent surmonter les femmes lorsqu'elles essaient d'accéder au système de soutien actuel au moyen des déterminants de la santé et des soins de santé actuels.

De l'obscurité à la lumière : retrouvons notre esprit communautaire

Coût : 50 \$
Conseil sur la condition de la femme des T. N.-O.
Tour Northwest, 4^e étage, Case postale 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Téléphone : 867 920 6177 Télécopieur : 867 873 0285
Sans frais aux T. N.-O. : 1 888 234 4485
Courriel : council@statusofwomen.nt.ca
Site Web : www.statusofwomen.nt.ca

De l'obscurité à la lumière est un manuel sur la présentation d'ateliers au sujet de la violence familiale. Conçue pour répondre aux besoins des gens du Nord, cette ressource a été élaborée et évaluée en consultation étroite avec des collectivités à l'échelle des Territoires du Nord-Ouest. (Également en anglais et en inuktitut).

Recreating the World: A Practical Guide to Building Sustainable Communities

Coût : 40 \$, plus la TPS et les frais d'expédition et de manutention
Four Worlds Press
Case postale 395, Cochrane (Alberta) T4C 1A6
Téléphone : 403 932 0882 Télécopieur : 403 932 0883
Courriel : anyone@fourworlds.ca
Website: www.fourworlds.ca

Fondé sur des décennies de travail avec les collectivités indigènes des Amériques, en plus de la vaste expérience de l'Afrique, de l'Asie, du Pacifique et de l'ancienne Union soviétique, *Recreating the World* est deux livres en un. Le premier présente de façon objective des modèles, des principes et des stratégies pour comprendre ce qu'est le développement communautaire et pour savoir comment on peut le promouvoir. Le second contient des histoires, des jeux, des activités et outils que l'on peut utiliser pour aider les autres à en apprendre davantage sur divers aspects de la pratique du développement communautaire.

Assisting Immigrant and Refugee Women Abused by Their Sponsors: A Guide for Service Providers

Coût : Gratuit
BC Institute Against Family Violence
409, rue Granville, bureau 551
Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 1T2
Téléphone : 604 669 7055
Sans frais (Canada) : 1 877 755 7055
Télécopieur : 604 669 7054
Site Web : www.bcifv.org

Les immigrantes et les réfugiées victimes de mauvais traitements de la part de leur répondant sont aux prises avec des difficultés particulières en ce qui concerne leur sécurité et leur protection. Si elles n'ont pas le statut de résidente permanente ou si elles risquent d'être déportées pour d'autres motifs, les conséquences liées à l'abandon d'un conjoint violent peuvent compliquer leur statut d'immigrante. Ce guide est destiné aux fournisseurs de services dont la cliente est dans l'une des quatre situations suivantes : elle est une immigrante ou une réfugiée; elle a été parrainée pour venir au Canada par un partenaire/fiancé/conjoint en vertu des lignes directrices relatives à la catégorie du regroupement familial; elle est victime de violence de la part de son répondant; ou elle veut se séparer de son répondant, mais risque d'être déportée.

Guide Répondre aux besoins des femmes immigrantes et des communautés ethnoculturelles : Les défis de l'adaptation des services en violence conjugale

Coût : 15 \$ (frais d'expédition et de manutention inclus)

Service aux collectivités de l'UQAM
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
Téléphone : 514 987 3000, poste 4879
Site Web : www.sac.uqam.ca

Ce guide pratique propose une approche, des outils d'intervention et un certain nombre de mesures pour adapter les services de soutien aux femmes maltraitées aux besoins des immigrantes et des communautés ethnoculturelles. Il a été produit par la *Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec (FRHFVDQ)*, la Table de concertation en violence conjugale de Montréal et le Service aux collectivités de l'UQAM, en collaboration avec Le Bouclier d'Athéna Services familiaux. On peut également le consulter sur le site Web de la FRHFVDQ à l'adresse <http://www.fede.qc.ca> (en français seulement).

Training for Change: A CD of Practical Tips and Strategies for Political Action

Coût : 10 \$

Ontario Association of Interval and Transition Houses (OAITH)
2, rue Carleton, Toronto (Ontario) M5B 1J3
Téléphone : 416 977 6619 Site Web : www.oaith.ca

Le CD *Training for Change* contient de l'information pour entreprendre des mesures de changement social sur la violence faite aux femmes. Il s'adresse particulièrement aux femmes qui travaillent dans des maisons d'hébergement, mais quiconque veut apprendre des stratégies de base relatives au changement social peut l'utiliser.

Il comprend des conseils pour créer une stratégie globale, former des coalitions et élaborer des campagnes, exercer des pressions sur les gouvernements, travailler avec les médias et prendre des mesures publiques pour sensibiliser davantage la population aux questions politiques.

A Women's Resource Booklet: Overcoming the Impact of Abuse on Employability

Coût : 2,50 \$ + plus les frais d'expédition et de manutention
Bridges for Women Society
320-1175, rue Cook
Victoria (Colombie-Britannique) V8V 4A1
Téléphone : 250 385 7410 Télécopieur : 250 385 7459
Sans frais : 1 866 896 3356
Site Web : www.bridgesforwomen.ca

Ce livret s'adresse aux femmes qui s'efforcent de vaincre la violence et d'accroître leur employabilité, mais vise également à aider les personnes qui travaillent auprès des femmes victimes de violence pour comprendre et faciliter le processus de guérison. Il présente de l'information relative à l'incidence de la violence sur les femmes et de l'effet qu'elle peut avoir sur leur employabilité. On y présente également des suggestions pratiques pour que les femmes puissent s'aider et aider les autres.

Trousse de prévention de la violence

Coût : Cette ressource est gratuite pour les organismes sans but lucratif et communautaires

Association des femmes autochtones du Canada (AFAC)

1292, rue Wellington ouest

Ottawa (Ontario) K1Y 3A9

Téléphone : 613 722 3033 Télécopieur : 613 722 7687

Site Web : www.nwac-hq.org

L'outil de formation communautaire *Trousse de prévention de la violence* vise à éduquer et à former les participants pour qu'ils promeuvent la prévention de la violence contre les jeunes, particulièrement les filles autochtones. Il s'agit d'une initiative entreprise par l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) et l'outil a été élaboré en collaboration avec le Conseil des jeunes de l'AFAC selon la perspective des jeunes.

En voici le contenu : cinq ateliers PowerPoint détaillés, élaborés par des jeunes de l'AFAC aux prises avec la violence, concernant la relation, l'agression à caractère sexuel, la violence dans les fréquentations, la violence émotive ou psychologique ainsi que l'intimidation; le Guide de l'animateur, qui indique aux animateurs comment utiliser la trousse et donner les ateliers; des fiches d'atelier et d'information sur les cinq sujets susmentionnés ainsi qu'un sujet additionnel, soit l'action communautaire, dans le cadre duquel on enseigne aux jeunes et aux collectivités comment participer à la prévention de la violence dans leurs collectivités; des formulaires d'évaluation des ateliers; et le CD contenant tout le matériel de la trousse.



CONTACTS : ORGANISMES

Voici les coordonnées pour les profils de projets présentés dans la section *Stratégies et initiatives*. Nous vous invitons à communiquer avec les organismes indiqués ci-dessous pour en apprendre davantage sur leurs projets.

Bay St. George Status of Women Council

Case postale 501
Stephenville (Terre-Neuve) A2N 3B4
Téléphone : 709 643 4702 Télécopieur : 709 643-4707
Sans frais : 1 877 643 7444
Courriel : bsgswc@nf.aibn.com

Bridges for Women Society

320-1175, rue Cook
Victoria (Colombie-Britannique) V8V 4A1
Téléphone : 250 385 7410 Télécopieur : 250 385 7459
Sans frais : 1 866 896 3356
Site Web : www.bridgesforwomen.ca

Carrefour des femmes du Grand Lachute

310, rue de l'Église, Lachute (Québec) J8H 4A8
Téléphone : 450 562 7122 Télécopieur : 450 562 0690
Courriel : info@cafela.org

Fédération de l'habitation coopérative du Canada

225, rue Metcalfe, bureau 311
Ottawa (Ontario) K2P 1P9
Téléphone : 613 230 2201 Sans frais : 1 800 465 2752
Courriel : info@chfcanada.coop

Downtown Eastside Women's Centre

302, rue Columbia
Vancouver (Colombie-Britannique) V6A 4J1
Téléphone : 604 681 8480 Télécopieur : 604 681 8470
Courriel : info@dewc.ca
Site Web : www.dewc.ca

Harmony House

Case postale 57082, Bureau de poste Somerset
Ottawa (Ontario) K1R 1A1
Téléphone : 613 233 3386 Télécopieur : 613 567 1707
Courriel : info@harmonyhouseews.com
Site Web : www.harmonyhouseews.com

Inuvik Transition House Society

Case postale 2628, Inuvik (Nunavut) X0E 0T0
Téléphone : 867 777 3877 Télécopieur : 867 777 3941

Maison d'Amitié

40, rue Coburg, Ottawa (Ontario) K1N 8Z6
Téléphone : 613 747 0020 Télécopieur : 613 747 9136
Site Web : www.maisondamitie.ca

Minwaashin Lodge

424, rue Catherine, 2^e étage, Ottawa (Ontario) K1R 5T8
Téléphone : 613 741 5590
Télécopieur : 613 748 8311
Site Web : www.minlodge.com

Muslim Family Support Services

À l'attention de : Changing Ways
388, rue Dundas, bureau 302B, London (Ontario) N6B 1V7
Téléphone : 519 438 9869 Télécopieur : 519 438 9780
Site Web : www.changingways.on.ca

Association des femmes autochtones du Canada

1292, rue Wellington Ouest, Ottawa (Ontario) K1Y 3A9
Téléphone : 613 722 3033 Télécopieur : 613 722 7687
Sœurs d'esprit : 1 866 796-6053
Site Web : www.nwac-hq.org

North End Women's Resource Centre

394 et 382, avenue Selkirk, Winnipeg, (Manitoba) R2W 2M2
Tel: 204-589-7347 Fax: 204-586-9476
Email: info@newcinc.org
Website: www.newcinc.org

PEI Transition House Association

Case postale 964
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 1M9
Téléphone : 902 894 3354 Télécopieur : 902 628 8718
Sans frais : 1 800 240 9894
Courriel : tha@peitha.org

Sistering

962, rue Bloor ouest, Toronto (Ontario) M6H 1L6
Téléphone : 416 926 9762 Télécopieur : 416 926 1932
Site Web : www.sistering.org

The Support Network

400, 10025 106th Street, Edmonton (Alberta) T5J 1G4
Téléphone : 780 732 6647
Courriel : www.thesupportnetwork.com

Victoria Women in Need Community Cooperative

812, rue Cormorant
Victoria (Colombie-Britannique) V8W 1R1
Téléphone : 250 480 4006 Télécopieur : 250 412 0654
Courriel : win@womeninneed.ca
Site Web : www.womeninneed.ca

West Flat Citizens Group

1350, 15e Avenue West
Prince Albert (Saskatchewan) S6V 5P2
Téléphone : 306 763 9378
Courriel : wfcc@sasktel.net

